



Date d'octroi : le 31 octobre 2016

Numéro de contrat : 35035-165058/001/CY

ROP 061-16

POR@PCO-BCP.gc.ca



# Bureau du Conseil privé

## Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Première ronde de groupes de discussion

RAPPORT FINAL  
Le 31 mars 2017

### Affaires publiques Ipsos

1, rue Nicholas, bureau 1400  
Ottawa (Ontario) K1N 7B7  
Tél. : 613 241-5802  
Télec. : 613 248-7981  
[www.ipsos.ca](http://www.ipsos.ca)

« This report is also available in English. »



## Table des matières

1. Rapport sommaire.....	4
Contexte et objectifs.....	4
Aperçu de la méthodologie.....	5
Faits saillants .....	6
Résultats de la première semaine .....	6
Résultats de la deuxième semaine .....	8
2. Executive Summary .....	10
Background and Objectives .....	10
Overview of Methodology .....	11
Key Findings .....	11
Week One Findings.....	11
Week Two Findings.....	13
3. Résultats détaillés.....	16
3.1. Résultats de la première semaine .....	16
Investissements dans l’infrastructure .....	16
Logement abordable .....	18
Programme d’entreprises novatrices.....	19
Encourager les Canadiens à avoir des styles de vie sains.....	21
Système de justice canadien .....	23
Forces armées canadiennes .....	25
3.2. Résultats de la deuxième semaine .....	27
Principales préoccupations dans la communauté.....	27
Points de vue sur les mesures déployées par le gouvernement du Canada.....	28
Énergie et environnement.....	31
Points de vue sur la tarification du carbone.....	35
4. Annexes .....	38
Annexe A – Methodologie de recherche détaillée .....	38
Annexe B – Questionnaire de recrutement – Français.....	40
Annexe C – Questionnaire de recrutement – Anglais.....	46
Annexe D – Guide français – Première semaine.....	52
Annexe E – Guide anglais – Première semaine.....	59
Annexe F – Guide français – Deuxième semaine.....	66
Annexe G – Guide anglais – Deuxième semaine.....	73

### Énoncé de neutralité politique

À titre de cadre supérieur d'Ipsos, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge  
Président  
Affaires publiques Ipsos



# 1. Rapport sommaire

## Contexte et objectifs

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est l'organisme central de la fonction publique qui appuie le premier ministre ainsi que le Cabinet et ses structures décisionnelles de façon impartiale. Dirigé par le greffier du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement à réaliser sa vision et à régler avec rapidité et efficacité les enjeux auxquels font face le gouvernement et le pays.

Dans le cadre de son rôle-conseil auprès du premier ministre, le BCP offre des conseils objectifs en matière de politique et d'information, notamment d'information sur les priorités des Canadiens afin de soutenir le premier ministre et le Cabinet. À cette fin, le Secrétariat des communications et des consultations du BCP appuie le bureau du premier ministre en coordonnant les communications gouvernementales et en mettant en place les grands thèmes de communication du gouvernement, conformément aux priorités établies par le premier ministre, le Cabinet, les comités du Cabinet et le greffier du Conseil privé. Le Secrétariat travaille également en collaboration avec les secrétariats d'orientation du BCP pour conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.

Pour mener à bien son mandat, le BCP avait besoin d'un cycle de collecte continue de données qualitatives pour s'assurer d'avoir un portrait à jour de l'opinion des Canadiens au sujet d'enjeux généraux qui présentent un intérêt pour le gouvernement, par exemple leur point de vue sur ce que devraient être les priorités du gouvernement. En outre, le projet de recherche vise à permettre au gouvernement du Canada de mieux comprendre les tendances émergentes et de mesurer les points de vue des Canadiens sur des enjeux et des projets de politique importants à l'échelle nationale.

Par l'intermédiaire d'un cycle continu de groupes de discussion, le BCP acquiert une bonne compréhension des points de vue des Canadiens sur les enjeux les plus importants auxquels leur pays est confronté; des perceptions en ce qui concerne la meilleure façon dont le gouvernement fédéral pourrait s'y attaquer; des attentes quant aux mesures liées aux priorités du gouvernement et des perspectives sur la façon dont le gouvernement pourrait le plus efficacement concentrer ses efforts pour s'occuper des enjeux émergents. Le projet de recherche permet d'orienter l'élaboration de messages de communication, de produits et de stratégies de diffusion pour s'attaquer aux enjeux prioritaires. Par ailleurs, il permet au gouvernement du Canada d'élaborer et d'améliorer les activités de communication afin de répondre aux besoins particuliers des Canadiens en leur transmettant en temps opportun des renseignements à jour, faciles à comprendre et fondés sur les perceptions actuelles des Canadiens sur les sujets concernés.

Cette première vague de la recherche qualitative continue était destinée à recueillir les commentaires des Canadiens sur certains enjeux et questions politiques qui sont importants pour le gouvernement du Canada. Les sujets abordés pendant les groupes de discussion variaient d'une semaine à l'autre. Ils ont été répartis de la façon suivante entre la première et la deuxième semaine :

- Première semaine :
  - Plan d'investissement du gouvernement du Canada dans l'infrastructure

- Logement abordable pour les Canadiens
- Favoriser l'innovation dans les entreprises canadiennes
- Encourager les Canadiens à avoir des styles de vie sains
- Système de justice canadien
- Forces armées canadiennes
- Deuxième semaine :
  - Priorités et mesures du gouvernement
  - Énergie et environnement

## Aperçu de la méthodologie

La première vague de la recherche qualitative consistait en une série de 12 groupes de discussion réunissant des Canadiens de 20 ans et plus qui ont eu lieu entre le 24 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2017. Tous les groupes de discussion ont duré environ deux heures et ont été tenus en soirée, la première rencontre débutant à 17 h 30 et la deuxième, à 19 h 30 dans chaque ville. Ces rencontres ont eu lieu aux endroits suivants :

- Première semaine :
  - Drummondville – 24 janvier
  - Moncton – 25 janvier
  - Mississauga – 26 janvier
- Deuxième semaine :
  - Regina – 30 janvier
  - Calgary – 31 janvier
  - Saskatoon – 1<sup>er</sup> février

Un total de 12 participants étaient recrutés pour chaque rencontre afin qu'au moins 8 à 10 se présentent. Au total, 117 participants ont pris part aux discussions. Tous ont reçu une somme de 75 \$ pour assister aux rencontres là où les groupes de discussion avaient lieu. Le questionnaire de recrutement a permis de s'assurer que les participants formaient un échantillon représentatif de la population générale avec un bon mélange de sexes, d'âges, de niveaux de scolarité et de revenus ainsi que de composition des foyers. Vous trouverez des précisions supplémentaires sur la méthodologie dans l'annexe du présent rapport.

La première vague fait partie d'un projet de recherche qualitative en continu qui comptera au total 144 groupes de discussion qui seront tenus dans le cadre de plusieurs vagues au cours de l'année civile 2017, avec la possibilité de renouveler le cycle de recherche pour deux années supplémentaires. Pour l'année civile 2017, le montant du contrat lié à ce projet de recherche s'élève à 916 865,05 \$, TVH comprise.

## Faits saillants

### Résultats de la première semaine

#### *Investir dans l'infrastructure*

Un grand nombre de participants de Drummondville, de Moncton et de Mississauga ont entendu parler d'investissements récents dans les infrastructures locales, notamment les routes, les hôpitaux, les ponts et le transport en commun, mais peu d'entre eux se souviennent si le gouvernement du Canada participe à l'un ou l'autre de ces projets d'infrastructure locale. Malgré leurs connaissances relativement faibles, la plupart des participants croient que des investissements importants sont nécessaires pour réparer les infrastructures, qu'ils estiment être en piteux état.

Les réactions au document présentant le plan pour une Banque de l'infrastructure du Canada sont plutôt positives. D'un côté, un grand nombre de participants comprennent que cette idée susciterait probablement une augmentation des fonds consacrés aux projets d'infrastructure dans l'ensemble du Canada en raison de la participation d'investisseurs du secteur privé en collaboration avec le gouvernement. Toutefois, la plupart des participants ne sont pas certains de la façon dont le secteur privé bénéficierait de ses investissements, ce qui inquiète de nombreux participants en ce qui a trait à la possibilité que les entreprises privées finissent par surfacturer pour réaliser des profils ou que les fonds ne soient pas octroyés adéquatement.

#### *Logement abordable*

Le manque de logements abordables est considéré comme un problème important dans les trois villes. Que le problème soit attribuable à des prix élevés ou à de faibles revenus, les participants ont l'impression qu'une proportion importante de la population, grandissante selon la plupart, ne peut se permettre de vivre dans des conditions convenables. Lorsqu'on leur demande quelle approche devrait adopter le gouvernement du Canada pour favoriser l'accès au logement abordable, les participants sont généralement plus favorables à l'idée d'octroyer des subventions pour abaisser le loyer des personnes à faible revenu plutôt que de favoriser la construction de nouveaux logements. Bien qu'une majorité de participants estiment que les subventions devraient être versées directement aux locataires plutôt qu'aux propriétaires, ce point de vue ne fait pas l'unanimité. En fin de compte, il s'agit de savoir qui utiliserait le plus efficacement les fonds selon les participants.

#### *Small Business Innovation Research Program*

On a présenté aux participants les grandes lignes d'un plan de création d'un programme destiné à encourager les entreprises novatrices du Canada. En général, ils réagissent très favorablement à l'idée. On a ensuite recueilli les commentaires des participants au sujet de six noms possibles pour ce nouveau programme. L'un d'eux se démarque nettement des autres : Solutions innovatrices Canada. Les participants estiment qu'il s'agit du nom le plus clair et le plus informatif de la liste. Ils sont d'avis qu'il décrit clairement le but du programme et l'identifie simplement comme un programme du gouvernement du Canada.

### *Encourager les styles de vie sains*

Les participants expriment presque à l'unanimité le souhait que le gouvernement du Canada joue un rôle pour encourager les Canadiens à avoir des styles de vie plus sains. Quand on leur demande ce qui pourrait être fait en général à cet égard, les participants évoquent sans hésiter les campagnes d'éducation. Ils soulignent qu'il est crucial d'apprendre aux enfants dès le plus jeune âge l'importance de manger sainement et de faire de l'exercice.

L'idée d'interdire les publicités sur les aliments malsains qui ciblent directement les enfants est également perçue de façon positive par la grande majorité des participants. Bien qu'une forte majorité de participants appuient l'idée d'une taxe sur les boissons sucrées, cette mesure suscite énormément de discussions, certains participants s'y opposant parce que les taxes leur déplaisent en général. Toutefois, la plupart des participants qui s'opposent à l'idée affirment qu'ils y seraient plus favorables si la taxe était très peu élevée et si tous les revenus en découlant étaient consacrés à des programmes destinés à combattre l'obésité chez les jeunes.

### *Système de justice*

Un paradoxe intéressant émerge lors des discussions sur le système de justice canadien. D'un côté, lorsqu'on demande aux participants de choisir une priorité entre la prévention, la punition et la réhabilitation, un grand nombre d'entre eux affirment qu'on devrait mettre davantage l'accent sur la prévention à titre d'objectif principal du système de justice. Quelques autres choisissent la réhabilitation, et la punition ne fait pas partie des choix privilégiés par la plupart des participants. D'un autre côté, la discussion sur l'objectif principal du système de justice porte surtout sur la nécessité de punir les criminels et de les tenir davantage responsables de leurs actes.

Deux facteurs pourraient expliquer la situation. Premièrement, la plupart des participants estiment que le système est trop mou envers les criminels, en particulier ceux qui ont commis des crimes contre des personnes vulnérables. Ainsi, ils souhaitent que les auteurs de ces crimes soient punis plus sévèrement. Deuxièmement, un exercice de groupe a révélé un manque de connaissance général sur ce qui est fait pour remplir les divers rôles du système de justice. Les participants ont énormément entendu parler des peines (ou de l'insuffisance perçue des peines) dans les médias, mais très peu d'entre eux peuvent se rappeler d'exemples de réussite de justice réparatrice, de réhabilitation ou de soutien aux victimes.

### *Forces armées canadiennes*

On a remis aux participants de Drummondville, de Moncton et de Mississauga une liste de caractéristiques qui pourraient être utilisées pour décrire les FAC et on leur a demandé de choisir celle qui représente le mieux leur point de vue. Les participants des trois endroits ont choisi le plus souvent les deux mots suivants : engagées et professionnelles. Les perceptions des participants de Drummondville sont généralement plus négatives et celles des participants de Moncton plus positives, mais ces derniers expriment certaines réserves quant au traitement des anciens combattants. Dans l'ensemble, les participants de Mississauga sont ceux qui donnent les évaluations les plus positives.

## Résultats de la deuxième semaine

### *Priorités pour leur communauté*

Outre les services de soins de santé, considérés comme une priorité absolue, deux préoccupations économiques sont également désignées comme étant cruciales par les participants de Regina, de Calgary et de Saskatoon : la nécessité d'aider les entreprises et les industries locales à prospérer et la création d'emplois à l'échelle locale. Tout au long de la discussion sur les entreprises et les emplois à l'échelle locale, les participants expriment des préoccupations quant à l'état actuel de leur économie locale. La situation difficile de l'industrie pétrolière s'avère une source de préoccupation importante, les participants ayant l'impression que leurs communautés en ont souffert.

### *Mesures déployées par le gouvernement du Canada*

On a demandé aux participants quels sont les bons coups et les mauvais coups du gouvernement au cours de la dernière année qui leur viennent à l'esprit. Deux enjeux dominent les discussions dans les trois villes : l'accueil des réfugiés syriens et la tarification du carbone. Le premier enjeu est considéré comme la réalisation la plus positive du gouvernement du Canada et le deuxième, comme la plus négative.

On a également fourni aux participants une liste de plus de 20 mesures déployées par le gouvernement au cours de la dernière année et on leur a demandé de choisir les deux mesures qui auraient l'incidence la plus positive sur leur communauté à leur avis. Les résultats de cet exercice varient d'un endroit à l'autre, les participants ayant tendance à se concentrer sur les mesures qui touchent directement leur province ou leur ville.

Par conséquent, un grand nombre de participants de la Saskatchewan considèrent la signature récente d'un accord de financement de la santé entre le gouvernement fédéral et celui de la Saskatchewan pour augmenter le financement des soins à domicile et des soins de santé mentale comme étant la mesure la plus importante déployée au cours de la dernière année. La signature d'une entente de financement de 237 millions de dollars à l'échelle fédérale, provinciale et municipale pour des projets d'infrastructure en Saskatchewan ainsi que le financement de 10 projets d'eau potable et de traitement des eaux usées à Regina et à Saskatoon font également partie des mesures les plus importantes aux yeux de nombreux participants dans les groupes en Saskatchewan.

De leur côté, les participants de Calgary ont plus tendance à choisir l'approbation du réseau de Trans Mountain et de la Canalisation 3 d'Enbridge comme étant les mesures les plus importantes déployées par le gouvernement du Canada. Quelques participants de Calgary mentionnent également la signature d'une entente d'un milliard de dollars de dépenses en infrastructure à l'échelle fédérale, provinciale et municipale en Alberta comme étant une mesure importante pour leur communauté.

### *Énergie et environnement*

Les participants de Regina, de Calgary et de Saskatoon appuient presque à l'unanimité l'approbation récente par le gouvernement du projet de réseau Trans Mountain de Kinder Morgan et du projet lié à la



Canalisation 3 d'Enbridge. La plupart des participants estiment que ces projets seront avantageux pour leur province puisque les pipelines ouvriront de nouveaux marchés pour le pétrole canadien.

Bien que seulement quelques répondants aient entendu parler du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques par son nom, la plupart d'entre eux ont entendu quelque chose au sujet des efforts récents déployés par le gouvernement canadien pour collaborer avec les provinces à la réduction des émissions de GES avec les provinces. Les réactions initiales à ce sujet ne sont pas très positives et un grand nombre de participants réduisent spontanément ce cadre à une simple idée : la taxe sur le carbone. En règle générale, l'idée de la tarification du carbone déplaît aux participants des trois villes. Ils mentionnent spontanément le coût immédiat pour eux et leur économie locale et ont tendance à mettre de côté les effets positifs possibles de la tarification du carbone sur l'environnement.

Si les points de vue sur le cadre sont principalement négatifs dans les trois villes, ils sont exprimés de différentes façons, et ce, principalement en raison des approches différentes adoptées par les gouvernements provinciaux. En effet, les participants de Calgary associent directement ce cadre pancanadien à la taxe sur le carbone déjà imposée en Alberta, tandis que les participants de la Saskatchewan savent ou supposent que leur gouvernement provincial hésite à adhérer à l'accord.

Quand on demande aux participants de classer un ensemble d'arguments possibles pour la tarification du carbone, deux arguments sont considérés comme étant les plus convaincants par les participants des trois villes : préserver l'environnement pour les générations futures et inciter les entreprises à devenir plus écoénergétiques et à trouver des solutions novatrices pour réduire la pollution. À l'issue des discussions, les participants des trois villes accordent manifestement plus de poids aux arguments positifs qui n'évoquent pas de mesures punitives ou les effets négatifs des changements climatiques.

### **Remarque sur l'interprétation des résultats**

La recherche qualitative est conçue pour révéler un vaste éventail d'opinions et d'interprétations plutôt que pour mesurer le pourcentage de la population cible qui a une opinion donnée. Ces résultats ne doivent pas être utilisés pour estimer la proportion de la population ou le nombre de personnes qui ont une opinion en particulier, car ils ne sont pas statistiquement extrapolables.

Les groupes de discussion sur les priorités du gouvernement visent à approfondir la compréhension des points de vue des participants et complètent souvent les résultats quantitatifs obtenus au moyen de sondages. Les discussions permettent de traiter en profondeur des enjeux importants, ce que la recherche quantitative ne permet pas. Les renseignements ainsi recueillis sont essentiels pour permettre au Bureau du Conseil privé de jouer son rôle de conseil et d'appui au Cabinet et à ses comités.

## 2. Executive Summary

### Background and Objectives

The Privy Council Office (PCO) is the hub of non-partisan, public service support to the Prime Minister and Cabinet and its decision-making structures. Led by the Clerk of the Privy Council, PCO helps the Government implement its vision and respond effectively and quickly to issues facing the government and the country.

As an advisor to the Prime Minister, PCO brings together quality, objective policy advice and information to support the Prime Minister and Cabinet, including information on the priorities of Canadians. To this end, the Communications and Consultation Secretariat within PCO supports the Prime Minister's Office in coordinating government communications and setting broad government communications themes and messages, in accordance with government priorities, as determined by the Prime Minister, Cabinet, Cabinet committees and the Clerk of the Privy Council. The Secretariat also works with PCO policy secretariats to advise and support Cabinet and its committees.

In fulfilling its mandate, PCO required an ongoing cycle of qualitative data collection to ensure that it has up-to-date representations of Canadians' opinions on macro-level issues that are of interest to the government, such as their views on what should be the priorities of the government. Additionally, such research increases the Government of Canada's understanding of emerging trends, and measures Canadians' views on key national issues and policy initiatives.

Through the use of an ongoing cycle of focus groups, PCO is gaining a solid understanding of Canadians' views as they relate to the most important issues facing the country; their perceptions of how the federal government can best address these issues; expectations of actions related to government priorities; and perspectives on how the government can most effectively convey its efforts in dealing with emerging issues. This research helps inform the development of communications messages, products and dissemination tactics to respond to priority issues. Additionally, the research allows the Government of Canada to develop and refine communications activities to meet the specific needs of Canadians with timely, up-to-date, easily understood information based on the current perceptions of Canadians in the requisite areas.

This first wave of ongoing qualitative research was meant to gather feedback from Canadians on select issues and policy areas that are important to the Government of Canada. The issues discussed during focus groups differed from one week to the next. Topics covered were divided as follows between week one and week two:

- Week One:
  - The Government of Canada's plan for investing in infrastructure
  - Affordable housing for Canadians
  - Encouraging innovation in Canadian businesses
  - Encouraging healthy lifestyles for Canadians
  - The Canadian justice system



- The Canadian Armed Forces
- Week Two:
  - Government priorities and actions
  - Energy and the environment

## Overview of Methodology

This first wave of qualitative research was comprised of a series of twelve focus groups with Canadians aged 20 years old and above, held between January 24<sup>th</sup> and February 1<sup>st</sup>, 2017. All group discussions lasted approximately two hours and were conducted in the evening, with the first session in each city starting at 5:30pm and the second starting at 7:30pm. These sessions were held in the following locations:

- Week One:
  - Drummondville – January 24<sup>th</sup>
  - Moncton – January 25<sup>th</sup>
  - Mississauga – January 26<sup>th</sup>
- Week Two:
  - Regina – January 30<sup>th</sup>
  - Calgary – January 31<sup>st</sup>
  - Saskatoon – February 1<sup>st</sup>

A total of 12 participants were recruited for each session to ensure that a minimum of eight to ten participants would attend. In total, 117 participants took part in the discussions. All participants received an honorarium of \$75 for attending the sessions at the focus group facilities. The screening questionnaire helped ensure that participants included a good cross-section of the general population, with good mixes of gender, ages, education and income levels, as well as household composition. Additional methodological details can be found in the appendix of this report.

This first wave of research is part of a continuous qualitative research project that will include a total of 144 focus groups to be held in multiple waves over the 2017 calendar year, with the option of renewing the cycle of research for two additional years. The contracted amount for this research project for calendar year 2017 is \$916,865.05, including HST.

## Key Findings

### Week One Findings

#### *Investing in Infrastructure*

Many participants in Drummondville, Moncton and Mississauga had heard of recent investments in local infrastructure, including roads, local hospitals, bridges or public transportation, but few among them

could recall if the Government of Canada was involved in any of those local infrastructure projects. Despite their relatively low awareness levels, most participants believed that substantial investments were necessary to fix infrastructures that they felt were in rough shape.

Reactions to material outlining the plan for a Canada Infrastructure Bank were somewhat positive. On the positive side of things, many participants understood that this idea would likely generate additional funds for infrastructure projects across Canada because of the involvement of private sector investors in collaboration with government. However, most remained confused as to how the private sector would benefit from their investments, leaving many participants worried that private companies may end up overcharging to make a profit or that the money may not be allocated properly.

### *Affordable Housing*

The lack of affordable housing was viewed as a key problem in all three locations. Whether caused by higher prices or lower revenues, there was a sense that a significant portion of the population, which most felt was growing, could not afford decent accommodations. When asked what approach should be used by the Government of Canada to help provide access to affordable housing, participants were in general more favourable at the idea of providing subsidies to lower the rent of those in need rather than encouraging new constructions. While a majority of participants felt that subsidies should go directly to renters rather than owners, this position was not without its detractors. In the end, it came down to whom participants believed would use the money more effectively.

### *Small Business Innovation Research Program*

The broad outlines of a plan to create a program that is meant to encourage innovative businesses in Canada was presented to participants. In general, they reacted very favourably to the idea. Participants were asked to comment on six possible names for this new program. One clearly distinguished itself from the others: Innovative Solutions Canada. It was deemed the clearest and most informative name on the list. Participants felt that it clearly identified the purpose of the program and plainly branded it as a Government of Canada program.

### *Encouraging Healthy Lifestyles*

Participants were nearly unanimous in their desire for the Government of Canada to play a role in encouraging Canadians to live a healthier lifestyle. When asked what would be done more generally to encourage healthy lifestyles, educational campaigns immediately came to mind. Participants pointed to the importance of teaching kids from a very young age about the importance of healthy foods and exercise.

The idea of a ban on advertising for unhealthy foods that directly targeted children was also viewed positively by the vast majority of participants. While a strong majority of participants supported the idea of a tax on sugary drinks, this measure generated a lot of discussion, with some participants opposed to it on the grounds that they did not like taxation as a general rule. However, most opponents said they would be more favourable if the tax was very small and all proceeds from it would go to programs aimed at fighting obesity in youth.

### *Justice System*

An interesting paradox appeared during discussions on the Canadian justice system. On the one hand, when asked to select a priority between prevention, punish and rehabilitation, many said that more emphasis should be put on prevention as the main goal of the justice system. A few others chose rehabilitation, while punishment was not a favourite choice for most participants. On the other hand, most of the discussion on the overall goals of the justice system focused on the need to properly punish criminals and hold them more accountable for their actions.

This situation could be explained by two factors. First, most participants felt that the system was too soft on criminals, especially with those who committed crimes against vulnerable people. They therefore wanted harsher punishment for these crimes. Second, a group exercise highlighted a generalized lack of awareness regarding what is being done to fulfill the various roles of the justice system. Participants had heard a lot about punishment (or perceived lack thereof) in the media, but very few could recall examples of successful restorative justice, rehabilitation or support for victims.

### *The Canadian Armed Forces*

Participants in Drummondville, Moncton and Mississauga were provided with a list of attributes that may be used to describe the CAF and were asked to choose the one attribute that best represented how they viewed the CAF. Two words were selected most often across all three locations: engaged and professional. Participants in Drummondville were more negative in their overall perceptions, while participants in Moncton were more positive but expressed some reservations about the treatment of veterans and Mississauga participants were in general the most positive in their assessments.

## Week Two Findings

### *Priorities for their Community*

Aside from healthcare services, which stood out as the number one priority raised by participants, two economic concerns were also identified as crucial by participants in Regina, Calgary and Saskatoon. One was the need to help local businesses and industries to succeed and the other was local job creation. Throughout this discussion on local businesses and jobs, participants expressed worries about the current state of their local economies. The difficult situation of the oil industry was raised as a key source of concern, with participants feeling that their communities suffered because of it.

### *Actions Taken by the Government of Canada*

Participants were asked on a top-of-mind basis what they felt the government had done right and/or wrong over the past year. Two issues dominated these discussions across the three locations: the welcoming of Syrian refugees and carbon pricing. The former was viewed as the Government of Canada's most positive achievement, while the latter was perceived to be the most negative.

Participants were also provided with a list of more than 20 actions taken by the Government of Canada over the past year and asked to choose the two that they felt would have the strongest positive impact



on their community. Results of this exercise varied according to locations, with participants being more likely to focus on actions that directly affected their province or their city.

Many Saskatchewan participants thus viewed the recent signature of a healthcare funding accord between the federal and Saskatchewan governments to increase funding for home care and mental health as the most important impactful action taken over the past year. The signature of a deal to provide 237 million dollars in federal, provincial and municipal funding for Saskatchewan infrastructure projects, as well as the funding of 10 water and wastewater projects in Regina and Saskatoon were also selected as the most impactful by multiple participants in Saskatchewan groups.

Calgary participants were in turn more likely to select the approval of the Trans-Mountain and Line 3 Pipelines as the most impactful actions taken by the Government of Canada. A few Calgary participants also identified the signing of a 1-billion-dollar deal for federal, provincial and municipal infrastructure spending in Alberta as a highly impactful action for their community.

### *Energy and the Environment*

Participants in Regina, Calgary and Saskatoon were near unanimous in their support for the recent government approval of Kinder Morgan's Trans Mountain and Enbridge's Line 3 pipelines. Most participants felt that these approvals would be beneficial to their province because the pipelines would open up new markets for Canadian oil.

While only a few participants had heard of the Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change by name, most had heard something about recent efforts by the Canadian government to work with the provinces to reduce greenhouse gas emissions. Initial reactions to this were generally not very positive and many participants spontaneously reduced this framework to a single idea: the carbon tax. As a general rule, participants in all three locations disliked the idea of carbon pricing. Their spontaneous focus was on the immediate cost to them and their local economy, and they tended to leave aside the positive effects that carbon pricing could have on the environment.

While views on this framework were mostly negative across all three cities, they were expressed in different manners, mainly due to the differing approaches taken by respective provincial governments. Indeed, Calgary participants directly associated this Pan-Canadian Framework with the carbon tax already in place in Alberta, while Saskatchewan participants were either aware, or guessing, that their provincial government was holding out on this agreement.

When asked to rank a series of arguments that could be made in favour of carbon pricing, two arguments stood out as the most convincing for participants across all three locations: preserving the environment for future generations and encouraging companies to become more energy efficient and find innovative solutions to pollute less. It was clear from discussions that participants in all three cities gave more credence to positive arguments that did not refer to punitive measures or to the negative consequences of climate change.



### **Note on Interpretation of Findings**

Qualitative research is designed to reveal a rich range of opinions and interpretations rather than to measure what percentage of the target population holds a given opinion. These results must not be used to estimate the numeric proportion or number of individuals in the population who hold a particular opinion because they are not statistically projectable.

Focus group research on government priorities seeks to provide a deeper understanding of participants' views, often complementing quantitative findings gathered through survey research. Discussions allow for deep probing on key issues that is not possible with quantitative research. This type of information is essential for the Privy Council Office in its role advising and supporting the Cabinet and its committees.



## 3 Résultats détaillés

La présente section du rapport présente les résultats détaillés des 12 groupes de discussion qui ont eu lieu dans six villes du Canada. Cette section comporte deux parties principales reflétant la nature variée des discussions qui ont eu lieu chaque semaine. Les participants aux groupes de discussion de la première semaine à Drummondville, à Moncton et à Mississauga ont reçu un ensemble de questions et d'exercices écrits et ceux de la deuxième semaine à Regina, à Calgary et à Saskatoon ont reçu un autre ensemble de questions et d'exercices.

### 3.1 Résultats de la première semaine

Ce premier segment du rapport présente les résultats détaillés des groupes de discussion de la première semaine qui ont eu lieu en soirée à Drummondville, à Moncton et à Mississauga les 24, 25 et 26 janvier 2017, respectivement.

#### Investissements dans l'infrastructure

La première partie des groupes de discussion dans ces villes portait sur les investissements du gouvernement du Canada dans l'infrastructure. On a demandé aux participants s'ils avaient entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement fédéral au sujet des infrastructures au pays au cours de la dernière année, avant de leur demander de réaliser un exercice écrit sur la proposition de Banque de l'infrastructure du Canada. La plupart des participants ne se souviennent de rien en particulier à ce sujet qui ait été annoncé par le Canada. Nombreux sont ceux qui ont entendu parler d'investissements récents dans les infrastructures locales, notamment les routes, les hôpitaux, les ponts et le transport en commun, mais peu d'entre eux se souviennent si le gouvernement du Canada participe à certains de ces projets d'infrastructure locale. Quelques participants de Drummondville indiquent que le gouvernement du Canada a participé au financement du nouveau pont Champlain, tandis que certains participants de Mississauga avancent que le gouvernement du Canada a probablement contribué au financement des rénovations à la TTC et que des résidents de Moncton affirment avoir entendu parler d'investissements fédéraux pour la réparation ou le prolongement d'autoroutes locales.

Lorsqu'on demande aux participants s'ils ont entendu parler du montant total de 180 milliards de dollars que prévoit investir le gouvernement du Canada dans l'infrastructure, la vaste majorité d'entre eux répondent par la négative et une minorité affirme en avoir vaguement entendu parler. La plupart des participants croient que cet investissement est nécessaire pour réparer les infrastructures, qu'ils estiment être en piteux état. Néanmoins, l'importance du financement suscite un certain cynisme chez certains participants, en particulier à Drummondville. Ces participants s'inquiètent de la façon dont ce montant sera distribué. Ils craignent que certaines entreprises ou personnes essaient de profiter personnellement de la situation étant donné l'importance des fonds publics investis. Ils aimeraient qu'on leur donne l'assurance que les fonds seront bien dépensés.





En règle générale, le montant de l'investissement paraît impressionnant pour la plupart des participants des trois villes. Toutefois, de nombreux répondants demandent spontanément quelle proportion de ces fonds sera investie à l'échelle locale, que ce soit dans leur province ou dans leur communauté. Les participants ont plus de facilité à comprendre un montant à l'échelle locale qu'un montant général qu'ils ont du mal à mettre en perspective, car bien que le montant total semble « imposant », la partie qui sera consacrée à chaque région du pays et les sommes qui seraient réellement nécessaires ne sont pas claires. Cette difficulté à mettre le montant total en perspective s'accompagne d'une certaine confusion quant à ce qui peut être défini comme faisant partie des infrastructures. Certains se demandent si l'infrastructure comprend uniquement les routes et les installations de transport ou si les hôpitaux, les écoles, les parcs et les autres projets matériels locaux en font aussi partie.

### *Banque de l'infrastructure du Canada*

Dans tous les groupes, seulement une minorité de participants ont entendu parler de la Banque de l'infrastructure du Canada. Ceux qui en ont entendu parler ne se souviennent d'aucune de ses caractéristiques ni de son fonctionnement. Pour alimenter la discussion au sujet de la Banque, on a remis aux participants un document résumant ses principales caractéristiques et on leur a demandé d'y indiquer ce qui leur plaît, ce qui leur déplaît et ce qui prête à confusion au sujet de l'institution proposée.

Les réactions au document distribué sont plutôt positives, mais un grand nombre de participants ont du mal à exprimer une opinion claire, car ils estiment que certains renseignements sont difficiles à comprendre. D'un côté, un grand nombre de participants comprennent que la création de cette instance entraînerait probablement une augmentation des fonds consacrés aux projets d'infrastructure dans l'ensemble du Canada en raison de la participation d'investisseurs du secteur privé en collaboration avec le gouvernement. Ainsi, un plus grand nombre de projets pourraient être réalisés que si seulement des fonds publics étaient utilisés.

Au-delà de cette réaction initiale positive, la confusion règne quant à la façon dont le secteur privé pourrait participer et pourquoi. Bien que certains participants affirment qu'il serait logique que le secteur privé participe à des projets qui généreraient des profits sur une base continue, par exemple des routes ou des ponts à péage, la plupart sont incertains quant à la façon dont le secteur privé rentabiliserait ses investissements. Cette confusion suscite un malaise chez de nombreux participants, qui s'inquiètent à l'idée que les entreprises du secteur privé finissent par recourir à la surfacturation pour réaliser des profits ou que les fonds ne soient pas distribués adéquatement. D'autres s'interrogent à savoir si certains choix d'investissements seraient faits en fonction de la rentabilité à court terme plutôt qu'en fonction des besoins à long terme des Canadiens. Compte tenu de l'importance des fonds dont il est question, les participants affirment qu'ils aimeraient connaître les mesures de protection qui seraient déployées pour faire en sorte que la Banque et ses relations avec les investisseurs privés soient adéquatement surveillées.

De nombreux participants soulèvent des questions au sujet du « 8 % du financement » dont il est question dans le document. Pour certains, cela signifie que 8 % des fonds investis dans les infrastructures proviendraient du secteur privé, pour d'autres, que 8 % des fonds n'auraient pas été ajoutés sans l'existence de cette Banque et pour d'autres encore, que 8 % du budget total de 180 milliards de dollars

seront octroyés par l'intermédiaire de la Banque. Quelques participants affirment ne pas comprendre ce que cela veut dire. Par ailleurs, quelques-uns inscrivent un point d'interrogation là où il est question des refuges pour sans-abri comme type d'infrastructure qui serait entièrement financé par des fonds publics, car cela ne correspond pas à ce qu'ils ont entendu dans l'actualité locale. En effet, ils ont l'impression que les dons du secteur privé sont essentiels à la survie de ces refuges.

## Logement abordable

Les discussions sur le logement abordable prennent un tournant différent d'une ville à l'autre. Lorsqu'on demande aux participants quels sont les défis qui leur viennent à l'esprit en matière de logement abordable, ceux-ci songent immédiatement à des enjeux locaux. À Mississauga, quelques participants répondent à la question de façon rhétorique, en demandant s'il existe réellement des logements abordables. En effet, le prix du logement en général est une préoccupation importante pour les participants de cette ville. Ils ont l'impression qu'il devient très difficile de trouver un quelconque logement de qualité à prix abordable, qu'il s'agisse d'appartements, de condos ou de maisons. En outre, la question des investisseurs privés qui achètent des propriétés locales et font augmenter le prix du logement est rapidement soulevée dans tous les groupes.

À Moncton, le prix des loyers et de l'immobilier est également soulevé comme étant un enjeu, mais de nombreux participants estiment que ce n'est pas tant le prix que l'absence de revenus suffisants ou constants pour de nombreux membres de la communauté qui pose problème. À Drummondville, la discussion prend un tournant différent parce que les participants songent immédiatement aux logements subventionnés, communément appelés « HLM » (habitations à loyer modique) au Québec. Cette association immédiate est particulière aux participants francophones. En effet, le terme français « logement » est aussi couramment utilisé pour désigner un appartement en location, et non un condo ou une maison. Pour cette raison, la discussion est plus restreinte à Drummondville que dans les autres villes.

Malgré les différences régionales, le manque de logements abordables est considéré comme un problème important dans les trois villes. Que le problème soit causé par des prix élevés ou de faibles revenus, les participants ont l'impression qu'une proportion importante de la population, grandissante selon la plupart d'entre eux, ne peut se permettre de vivre dans des conditions convenables.

Lorsqu'on leur demande quelle approche devrait adopter le gouvernement du Canada pour favoriser l'accès au logement abordable, les participants sont généralement plus favorables à l'idée d'octroyer des subventions pour abaisser le loyer des personnes à faible revenu qu'à celle de favoriser la construction de nouveaux logements. En outre, certains sont d'avis que la construction de nouveaux immeubles de logements subventionnés ne constitue pas une bonne solution puisqu'ils associent de tels immeubles à des problèmes de société comme la toxicomanie, les gangs et la violence. À leur avis, si l'on offre des subventions plutôt que des logements, les personnes à faible revenu pourront vivre n'importe où dans la ville plutôt que d'être regroupées dans les mêmes zones à faible coût et à faible revenu. Une proportion des participants qui préfèrent fortement les subventions estiment que cette solution permettrait d'aider



davantage de personnes que la construction de nouveaux logements, car ils supposent que le coût des subventions pour une famille est moins élevé que le coût de la construction d'un nouveau logement pour la même famille.

Néanmoins, certaines personnes préfèrent la construction de nouveaux logements, car elles estiment que cela créerait de nouveaux espaces locatifs et entraînerait possiblement une baisse des loyers au fil du temps grâce à l'augmentation de l'offre. Ces personnes estiment que l'absence de logements en location constitue un problème important qui fait augmenter les prix dans leur communauté.

Malgré les préférences accordées à l'octroi de subventions plutôt que la construction de nouveaux logements, la question des personnes qui devraient bénéficier des subventions suscite énormément de discussion. Les subventions devraient-elles être versées aux locataires pour les aider à payer le loyer ou aux propriétaires afin qu'ils abaissent les loyers? Bien qu'une majorité de participants estiment que les subventions devraient être versées directement aux locataires, ce point de vue ne fait pas l'unanimité. En fin de compte, de l'avis des participants, il s'agit de savoir qui utiliserait le plus efficacement les fonds.

Ceux qui privilégient le versement des subventions directement aux locataires plutôt qu'aux propriétaires sont principalement d'avis que les propriétaires pourraient ne pas utiliser les subventions aux fins auxquelles elles sont destinées. Ils croient que les propriétaires pourraient être tentés de garder l'argent ou de l'utiliser pour rénover leurs immeubles plutôt que pour abaisser les loyers. Ils aimeraient qu'il existe une garantie que toutes les subventions versées aux propriétaires seraient utilisées aux fins auxquelles elles sont destinées, c'est-à-dire rendre le logement plus abordable. Un autre avantage perçu du versement des subventions aux locataires plutôt qu'aux propriétaires, c'est que cela permettrait de garder confidentiel le fait que le locataire bénéficie d'une prestation de la part du gouvernement et de faire en sorte qu'il paie le même loyer que tous les autres locataires d'un immeuble. Il serait alors impossible pour le propriétaire ou les membres de la communauté de savoir qui occupe un appartement subventionné, ce qui diminuerait les risques qu'une personne soit jugée ou étiquetée de façon négative.

En revanche, les participants qui préfèrent que les subventions soient versées aux propriétaires ont tendance à croire que ces derniers utiliseraient l'argent plus efficacement. Quelques-uns d'entre eux expriment des doutes quant à la capacité ou au désir de certains locataires d'utiliser l'argent à bon escient. La nécessité d'entretenir les logements abordables fait également partie des raisons invoquées pour verser l'argent aux propriétaires plutôt qu'aux locataires. En effet, certains croient que les immeubles abritant des logements abordables nécessitent souvent des réparations et des rénovations urgentes, car ils génèrent moins de revenus que les logements à prix élevé. Les familles à faible revenu pourraient ainsi bénéficier de logements plus agréables à prix raisonnable.

### Programme d'entreprises novatrices

On a présenté au participant les grandes lignes d'un plan de création d'un programme destiné à encourager les entreprises novatrices du Canada, semblable à l'*American Small Business Innovation Research Program*. En général, les participants réagissent très favorablement à l'idée. Ils estiment qu'il



s'agit d'une bonne façon d'encourager les entreprises locales et de leur donner un avantage pour concurrencer les fournisseurs de plus grande taille et mieux établis. Les participants croient qu'un tel programme créerait probablement des emplois dans des secteurs qui pourraient être hautement rentables pour les communautés locales.

Certaines personnes expriment des réserves en affirmant qu'un tel programme pourrait augmenter les dépenses du gouvernement du Canada, car il est probable que les fournisseurs établis offrent déjà des solutions moins chères et plus économiques auxquelles le gouvernement n'aurait pas accès en privilégiant les petites entreprises locales. Toutefois, ce point de vue n'est pas répandu. Quelques participants qui aiment l'idée posent également des questions au sujet du processus de sélection du programme. Ils souhaitent savoir qui choisirait les fournisseurs et selon quels critères avant de donner entièrement leur appui.

### *Évaluation des noms de programme*

On a demandé aux participants de choisir les deux noms qu'ils estiment les plus appropriés à la lumière de la courte description du programme qui leur a été fournie. Les six options suivantes leur ont été présentées :

- Le programme canadien pour les entreprises de la recherche sur l'innovation (*Canadian Business Innovation Research*)
- Le marché canadien de l'innovation (*Canadian Innovation Marketplace*)<sup>1</sup>
- Solutions Canada (*Solutions Canada*)
- Le Canada innove (*Canada Innovates*)
- Le Canada acquiert l'innovation (*Canada Buys Innovation*)
- Solutions innovatrices Canada (*Innovative Solutions Canada*)

L'un des six noms présentés se démarque nettement des autres : Solutions innovatrices Canada. Les participants estiment qu'il s'agit du nom le plus clair et le plus informatif de la liste, et de loin. Ils affirment que ce nom décrit clairement l'objectif du programme, c'est-à-dire stimuler l'innovation pour trouver des solutions aux problèmes auxquels le gouvernement est confronté. Les participants sont d'avis que la présence du mot « Canada » à la fin du nom indique clairement que le gouvernement du Canada en est le commanditaire. En outre, certains mentionnent qu'ils pensent instinctivement à des acronymes en comparant les noms et que l'acronyme « SIC » sonne mieux que les autres.

En phase avec ces observations, le nom choisi au deuxième rang est semblable, mais plus simple : Solutions Canada. Les participants qui l'ont choisi aiment d'abord et avant tout sa simplicité ainsi que le fait qu'on peut facilement déterminer qu'il s'agit d'un programme du gouvernement du Canada. Toutefois, un grand nombre de participants préfèrent ajouter le mot « innovateur » au nom pour en

---

<sup>1</sup> Cette option n'a pas été présentée à Drummondville. Elle a été ajoutée après la première soirée des groupes de discussion.

indiquer plus clairement l'objectif. À leurs yeux, il ne s'agit pas uniquement de solutions, mais aussi d'innovation.

« Le Canada innove » reçoit un certain appui de la part des participants, mais bien moindre que dans le cas des deux noms mentionnés précédemment. Les participants à qui ce nom plaît disent aimer la simplicité du nom, pur et simple. Cependant, selon quelques participants, le nom laisse entendre que le gouvernement du Canada s'attribue le mérite des innovations, ce qui n'est pas tout à fait le cas à leur avis.

« Le marché canadien de l'innovation » suscite des opinions divergentes. D'un côté, certains pensent qu'il s'agit du meilleur nom en raison de l'utilisation du mot « marché ». Ils considèrent le marché comme une plateforme de réflexion où les entreprises novatrices peuvent présenter et vendre leurs solutions au gouvernement du Canada. Toutefois, de nombreux participants affirment ouvertement qu'ils n'aiment pas le nom, car ils associent le mot « marché » à un supermarché ou à un marché où l'on peut acheter des aliments ou d'autres produits. Ils ne comprennent pas en quoi ce nom est pertinent pour le programme d'innovation qui leur a été présenté.

La plupart des participants n'accordent pas un rang élevé au nom « Le programme canadien pour les entreprises de la recherche sur l'innovation » qu'ils jugent lourd, compliqué et difficile à comprendre. Par ailleurs, quelques participants indiquent ne pas comprendre pourquoi le nom contient le mot « recherche » puisqu'ils n'ont pas l'impression qu'il s'agit d'un programme de recherche. Ce nom obtient encore moins d'appui de la part des participants francophones, qui le considèrent comme difficile à comprendre et trop long.

Enfin, « Le Canada acquiert l'innovation » est le nom qui se classe au dernier rang. La notion du gouvernement du Canada qui « acquiert » quelque chose déplaît à la plupart des participants. Certains ont l'impression que ce nom laisse entendre que le gouvernement dépensera énormément, tandis que d'autres indiquent qu'il pourrait être interprété comme un abandon par le gouvernement du Canada de la recherche de solutions au profit de l'achat de solutions toutes prêtes.

## Encourager les Canadiens à avoir des styles de vie sains

Quand on demande aux participants s'ils ont entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant la santé ou les soins de santé, certains se souviennent de discussions au sujet d'ententes de financement entre le gouvernement fédéral et les provinces. Toutefois, peu d'entre eux se rappellent les détails. Les participants de Drummondville ont plus tendance que les autres à se souvenir d'en avoir entendu parler, mais ils se souviennent surtout des réactions du gouvernement provincial. Ils sont incertains des détails de l'entente de financement qui a fait l'objet de discussions. Une minorité de participants de Mississauga et de Moncton se souviennent d'un nouveau financement octroyé à la santé mentale, qu'ils perçoivent de façon positive.

Les participants expriment presque à l'unanimité le souhait que le gouvernement du Canada joue un rôle pour encourager les Canadiens à avoir des styles de vie plus sains. Quelques-uns ne veulent pas que le

gouvernement du Canada se mêle de la vie des gens en général et souhaite que tous les paliers de gouvernement restent en dehors de la vie des gens et les laissent prendre leurs propres décisions. Le rejet de l'intervention du gouvernement s'étend également à d'autres sphères de la politique sociale.

Quand on leur demande ce qui pourrait être fait en général pour encourager les Canadiens à avoir des styles de vie plus sains, les participants évoquent immédiatement les campagnes d'éducation. Ils soulignent qu'il est essentiel d'apprendre aux enfants dès le plus jeune âge l'importance de manger sainement et de faire de l'exercice. Ils aimeraient que les divers paliers de gouvernement contribuent à fournir des programmes éducatifs destinés aux enfants et aux adultes. Un grand nombre de répondants mentionnent le *Guide alimentaire canadien* et d'anciennes publicités de ParticipACTION comme des moyens de promouvoir une saine alimentation et l'exercice physique. En outre, certains se rappellent avec plaisir les apparitions de Hal Johnson et de Joanne McCleod à l'émission télévisée *Day Break*. Quelques participants affirment également aimer l'idée des crédits d'impôt pour les activités sportives.

### *Exercice sur les politiques pour encourager les styles de vie sains*

Les participants des trois villes ont reçu une liste de quatre politiques ou idées qui pourraient être déployées pour aider les Canadiens à vivre plus sainement. On leur a ensuite demandé si chacune d'elles mérite un pouce vers le haut ou un pouce vers le bas. Voici les quatre idées présentées :

- Campagnes de publicité faisant la promotion de l'activité physique
- Interdire la publicité pour des aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants
- Introduire une taxe sur les boissons gazeuses et autres boissons sucrées
- Forcer les restaurants à afficher les calories sur leurs menus

Presque tous les participants sont pour la première idée, qui correspond à leur affirmation antérieure selon laquelle l'éducation publique est la solution pour favoriser l'adoption de styles de vie plus sains. En outre, il s'agit d'une approche qui ne comporte pas de mesures punitives et qui ne représente pas un fardeau pour les personnes ou les entreprises, contrairement à certaines des autres idées. Les gens pourraient choisir de suivre les conseils ou non.

L'interdiction de la publicité est également perçue de façon positive par la vaste majorité des participants, mais quelques-uns manifestent leur désaccord dans chacun des groupes. Ceux qui sont pour l'idée affirment qu'une interdiction diminuerait la consommation d'aliments néfastes pour les enfants. Toutefois, quelques participants sont en désaccord et estiment qu'une interdiction ne changerait pas les habitudes. Ils ajoutent que les emballages sont tout aussi néfastes que les publicités pour les enfants et laissent entendre que la politique devrait également exiger le retrait des belles images sur les emballages en donnant l'exemple des boîtes de céréales colorées. Ils ont tendance à utiliser la publicité sur les cigarettes en guise d'exemple, affirmant que les gens « continuent de fumer » malgré l'interdiction des publicités et l'ajout d'images inquiétantes sur les paquets. Certains expriment ouvertement leur désaccord sur le dernier point, affirmant que le tabagisme a considérablement diminué.

Bien qu'une majorité de participants soient pour une taxe sur les boissons sucrées, cette mesure suscite énormément de discussion avec les quelques participants qui s'y opposent fortement. Les participants qui sont pour la taxe utilisent le même raisonnement que dans le cas de l'interdiction des publicités : cette mesure inciterait les gens à cesser ou à ralentir la consommation de produits néfastes pour eux. Certains sont toutefois fortement en désaccord, car ils considèrent cette mesure comme une ponction fiscale de la part du gouvernement. Ils estiment qu'il s'agit d'une façon de punir les gens pour des habitudes qu'ils sont libres d'entretenir s'ils le souhaitent et que cette mesure ne changera pas les habitudes à moins que le prix ne devienne prohibitif, ce qu'ils ne souhaitent pas. Quelques participants affirment que cette mesure pourrait toucher de manière disproportionnée les gens à plus faible revenu, qui ne pourraient pas se permettre des choix plus santé.

Quand on leur soumet l'idée d'une taxe sur les boissons sucrées d'environ trois cents pour une canette de boisson gazeuse, une somme qui servirait à financer des programmes visant à lutter contre l'obésité chez les jeunes, la plupart des participants qui s'opposaient initialement à l'idée changent d'avis ou affirment qu'ils seraient plus disposés à accepter l'idée. Ceux qui demeurent contre l'idée s'opposent fermement à toute ingérence du gouvernement dans leur vie.

L'idée d'obliger les restaurants à afficher les calories sur le menu suscite des sentiments partagés. En effet, elle plaît à la plupart des participants de Mississauga et déplaît à la plupart des participants de Drummondville et de Moncton. Ceux à qui l'idée plaît estiment qu'il s'agit d'une bonne façon de rappeler aux consommateurs qu'ils doivent surveiller leur apport en calories quand ils mangent au restaurant et que la mesure pourrait entraîner une amélioration des habitudes. Ils soulignent que la présence de renseignements nutritionnels sur les emballages les a personnellement incités à modifier certaines de leurs mauvaises habitudes alimentaires. Toutefois, les participants sont nombreux à exprimer leur désaccord pour un certain nombre de raisons. Quelques-uns estiment que la mesure imposerait un immense fardeau aux restaurants locaux qui n'ont pas de menu normalisé et qui auraient du mal à calculer le nombre exact de calories chaque fois qu'ils changent un plat au menu. Au nombre de calories, ces participants préfèrent une liste précise d'ingrédients. Quelques autres sont en désaccord avec l'idée parce qu'ils aiment aller au restaurant et déguster leur repas sans avoir à se soucier du nombre de calories qu'ils consomment. Ils vont au restaurant pour se faire plaisir et non pour se sentir coupables. Enfin, certains participants sont inquiets à l'idée que cette stratégie puisse inciter les gens à se concentrer sur un seul aspect d'une alimentation saine en omettant des aspects importants, comme la consommation de sel ou d'autres substances contenues dans les aliments transformés.

## Système de justice canadien

Lors d'une discussion sur le système de justice canadien, on a demandé aux participants de penser à la façon dont ils en décriraient l'objectif principal à un enfant en seulement quelques mots. Si quelques participants parlent de prévention et de la nécessité de réhabiliter les criminels, la plupart affirment que l'objectif principal du système consiste à assurer la sécurité de la population en disciplinant les malfaiteurs, le plus souvent en les punissant. Le mot « conséquence » est souvent utilisé.

La question de savoir si l'objectif du système de justice canadien devrait être avant tout de punir les criminels, de prévenir le crime ou de réhabiliter les criminels suscite un paradoxe intéressant. D'un côté, un grand nombre de participants affirment que le principal objectif devrait être la prévention, car cela mènerait en fin de compte au meilleur scénario, c'est-à-dire moins de crimes et de criminels. Quelques autres choisissent la réhabilitation, et la punition ne fait pas partie des choix privilégiés par la plupart des participants. D'un autre côté, la plupart des interventions lors de la discussion sur l'objectif principal du système de justice portent sur la nécessité de punir plus sévèrement les criminels et de les tenir responsables de leurs actes. Deux séries de questions supplémentaires aident à comprendre l'importance accordée à la punition malgré une préférence affirmée pour la prévention, et même la réhabilitation.

En effet, les réponses à une question de suivi visant à savoir si le système de justice est trop dur envers les criminels, trop mou ou s'il est bien équilibré aident à faire la lumière sur le décalage apparent entre les préférences affirmées pour la prévention et la réhabilitation et l'importance accordée à la punition. La plupart des participants estiment que le système est trop mou envers les criminels, du moins pour certains types de crimes. Ils citent avec émotion des exemples de crimes contre la personne, en particulier des personnes vulnérables comme les enfants, qu'ils estiment avoir été punis d'une « tape sur les doigts ». En outre, certains affirment que les auteurs de crimes semblent souvent avoir plus de droits que les victimes et leurs familles. À Drummondville, les participants déplorent une tendance perçue à utiliser les troubles mentaux passagers pour justifier les crimes haineux, ce qu'ils jugent inacceptable. Malgré la demande de peines plus sévères pour les crimes contre la personne, de nombreux participants sont également d'accord pour dire que les infractions mineures sans violence, par exemple la possession de drogues, sont possiblement punies trop sévèrement puisque les contrevenants risquent de devenir des criminels endurcis à l'issue de leur séjour en prison. Quelques participants parlent des difficultés auxquelles sont confrontés les contrevenants qui tentent de mener une vie normale après avoir été condamnés pour une infraction criminelle relativement mineure. Ils ont l'impression qu'une condamnation pour une infraction mineure crée un fardeau injustifié qui peut empêcher la réinsertion dans le monde du travail et dans la société en général.

Les réponses à un court exercice présentant certains des principaux objectifs du système de justice permettent d'établir encore plus clairement pourquoi les participants ont tendance à se concentrer sur les enjeux liés à la punition même s'ils insistent pour qu'une importance accrue soit accordée à d'autres objectifs. La raison de l'importance accordée à la punition est attribuable à un manque de connaissance général sur ce qui est fait pour remplir les divers rôles du système de justice. Les participants ont énormément entendu parler des peines (ou de l'insuffisance perçue des peines) dans les médias, mais très peu d'entre eux peuvent se rappeler d'exemples de réussite de justice réparatrice, de réhabilitation ou de soutien aux victimes.

Dans le cadre de l'exercice, on a présenté aux participants les quatre objectifs ci-dessous et on leur a demandé d'accorder à chacun d'entre eux un pouce vers le haut ou un pouce vers le bas selon leur opinion de la performance du système de justice :

- S'assurer de la sécurité et de la protection des Canadiens à long terme



- S’assurer que les criminels assument la responsabilité de leurs actes et qu’ils rendent des comptes
- Donner l’opportunité de réparer les torts faits aux victimes et à la communauté, et restaurer les relations
- Soutenir les contrevenants dans leurs efforts de retrouver le droit chemin et s’attaquer aux causes de l’activité criminelle

À l’exception de ceux du groupe de Moncton, dont les opinions exprimées sont plus négatives dans l’ensemble, les participants estiment que le système de justice canadien fait un bon travail pour s’assurer de la sécurité et de la protection des Canadiens à long terme. Leur opinion s’appuie sur ce qu’ils voient au quotidien. La plupart d’entre eux se sentent en sécurité, et la criminalité ne représente pas un problème important pour eux. Toutefois, les évaluations des participants sont moins positives à partir du deuxième objectif. Si les participants de Mississauga expriment des points de vue passablement positifs à propos de cet objectif, ceux de Moncton et de Drummondville estiment en général que les contrevenants s’en tirent trop facilement et qu’ils n’assument pas la responsabilité de leurs actes. Toutefois, certains admettent que leur opinion est fondée sur de vagues impressions et la couverture des médias, et pas nécessairement sur des connaissances précises.

La plupart des participants ont du mal à se prononcer fermement sur les deux derniers objectifs en raison d’un manque de connaissances. Ils ne savent tout simplement pas si le système de justice offre une bonne ou une mauvaise performance en ce qui concerne ces objectifs, car ils n’en ont jamais entendu parler. Une majorité d’entre eux affirment ne pas en savoir assez pour choisir le pouce vers le haut ou vers le bas en ce qui concerne ces deux objectifs, tandis que quelques participants optent pour le pouce vers le bas en admettant toutefois que leur opinion s’appuie sur une impression générale plutôt que sur des faits en particulier. La plupart des participants indiquent qu’ils aimeraient et souhaitent en apprendre davantage au sujet de ces aspects du système de justice avant de se prononcer.

### Forces armées canadiennes

On a demandé aux participants de Drummondville, de Moncton et de Mississauga de réaliser un exercice écrit portant sur leur point de vue au sujet des Forces armées canadiennes (FAC). On leur a remis une liste de caractéristiques qui pourraient être utilisées pour décrire les FAC et on leur a demandé de choisir celle qui représente le mieux leur point de vue.

Les participants des trois endroits choisissent le plus souvent les deux mots suivants : « engagées » et « professionnelles ». Les participants choisissent « engagées », car ils sont d’avis que les personnes qui font un tel choix de carrière doivent s’engager entièrement dans le processus. Il ne s’agit pas d’un choix de carrière qu’ils peuvent prendre à la légère, mais plutôt d’un engagement ferme à l’égard de leur devoir et de la nation. Les participants sont nombreux à affirmer que les membres des FAC méritent énormément de respect pour cet engagement, et ils souhaitent qu’ils soient traités avec respect. Ils sont tout aussi nombreux à choisir le mot « professionnelles » pour qualifier les FAC en raison de l’impression qu’ils en ont à la suite de ce qu’ils ont vu dans l’actualité au sujet de leur déploiement dans des zones de



conflit, que ce soit dans le cadre de missions de maintien de la paix ou d'autres interventions militaires. Ils sont d'avis que les soldats canadiens jouissent d'une excellente réputation partout dans le monde en raison de leur professionnalisme et de la qualité de leur formation.

Plusieurs participants de Moncton et de Mississauga choisissent la caractéristique « centrées sur l'action » pour décrire les FAC. Ils estiment que les membres des forces se retrouvent souvent dans des situations très tendues et qu'ils sont prêts à agir même dans les situations difficiles. Le mot « efficaces » est également choisi par quelques personnes, qui considèrent les FAC comme une force qui a des effets réels lors de missions difficiles. « Capables » et « diversifiées » sont deux autres mots qui sont choisis par les participants comme représentant le mieux leur point de vue sur les FAC. Les forces sont considérées comme étant « capables » pour les mêmes raisons qu'elles sont considérées comme étant « efficaces ». Ceux qui choisissent « diversifiées » le font principalement en songeant aux divers types de postes offerts au sein des FAC et aux tâches variées que les membres sont appelés à accomplir.

Un certain nombre de participants émettent des commentaires sur ce qu'ils perçoivent comme la nature changeante des FAC. Ils croient que les FAC se sont éloignées de leur rôle précédent de gardiens de la paix dans les zones de conflit. Ils déplorent ouvertement ce changement et aimeraient que le maintien de la paix redevienne la mission principale des FAC. Quelques participants ajoutent le mot « maintien de la paix » au bas de la liste pour affirmer leur point de vue.

Les points de vue sur les FAC diffèrent d'une ville à l'autre. En général, les participants de Drummondville ont des perceptions plus négatives que les autres. La plupart d'entre eux ont eu des contacts très limités avec les FAC et fondent leur opinion sur la couverture médiatique négative ou les récits qu'ils ont entendus auprès de leurs amis ou des membres de leur famille. Bien qu'ils soient plus positifs que ceux de Drummondville, les participants de Moncton émettent quelques réserves quant au traitement des anciens combattants, en particulier à la lumière de la couverture médiatique négative concernant les problèmes de stress post-traumatique auxquels sont confrontés les soldats qui reviennent d'Afghanistan. Ils estiment que les anciens combattants méritent davantage de soutien que ce qui semble leur être offert à l'heure actuelle. Enfin, les participants de Mississauga se montrent généralement plus positifs dans leurs évaluations.



## 3.2. Résultats de la deuxième semaine

Ce deuxième segment du rapport présente les résultats détaillés des groupes de discussion de la deuxième semaine, qui ont eu lieu en soirée à Regina, à Calgary et à Saskatoon les 30 et 31 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2017, respectivement.

### Principales préoccupations dans la communauté

On a remis aux participants de Regina, de Saskatoon et de Calgary une liste de 21 enjeux qui peuvent représenter ou non des priorités importantes dans leur communauté et on leur a demandé de choisir les deux plus importantes. L'accès aux soins de santé se trouve au sommet de la liste. Dans chaque groupe et dans toutes les villes, quelques répondants choisissent de placer cet enjeu au premier rang. Ils estiment qu'il s'agit d'un enjeu qui concerne toute la population et font part de préoccupations personnelles concernant trois principaux enjeux de soins de santé : les temps d'attente/l'accès à des services spécialisés, la nécessité de prendre soin d'une population vieillissante et les besoins de financement à long terme qui en découlent et la nécessité d'accorder plus d'importance à la santé mentale. Quelques-uns des participants qui soulèvent l'importance d'investir davantage en santé mentale savent que le gouvernement fédéral a proposé que des fonds supplémentaires soient alloués à la santé mentale, sans toutefois connaître exactement les modalités de la proposition.

Outre les services de soins de santé, considérés comme une priorité absolue, deux préoccupations économiques sont également désignées comme étant cruciales par quelques participants dans les trois villes. La première est la nécessité d'aider les entreprises et les industries locales à prospérer et la deuxième, la création d'emplois à l'échelle locale. Bien que ces préoccupations soient soulevées plus vigoureusement dans le premier groupe de Regina et à Calgary, elles demeurent également des priorités pour quelques participants de Saskatoon. Ceux qui choisissent ces deux priorités indiquent souvent que si les entreprises locales sont prospères, la plupart des autres problèmes se régleront d'eux-mêmes. En effet, les participants expliquent que la prospérité des entreprises locales réglerait l'enjeu de l'emploi, ce qui abaisserait les taux de pauvreté et de criminalité tout en contribuant à financer les services sociaux nécessaires pour répondre aux autres besoins de la société.

Tout au long de la discussion sur les entreprises et les emplois à l'échelle locale, les participants manifestent leur inquiétude quant à l'état de leur économie locale. La situation difficile de l'industrie pétrolière s'avère une source de préoccupation importante, les participants ayant l'impression que leurs communautés en souffrent. Les participants ont été touchés personnellement ou connaissent des gens qui ont été touchés personnellement par la perte d'emploi, la baisse des salaires ou la diminution des heures de travail.

La nécessité de réduire la criminalité fait partie des autres enjeux soulevés dans plusieurs groupes, en particulier à Saskatoon, où les participants ont l'impression que la criminalité est en hausse dans leur communauté et aimeraient voir le gouvernement déployer davantage de mesures directes pour freiner la tendance. Les participants expriment un sentiment d'insécurité et d'incrédulité concernant le taux et



le type de criminalité qui prévaut dans leur communauté selon eux. La pauvreté et la toxicomanie sont considérées comme étant des facteurs importants qui favorisent la criminalité. Certains participants qui choisissent la criminalité comme principale préoccupation encerclent aussi la pauvreté. Les participants de Saskatoon soulèvent des préoccupations quant aux coupures effectuées à l'échelle locale dans les programmes d'aide ou les refuges pour sans-abri et personnes démunies.

Dans chaque ville, une ou deux personnes considèrent le coût du logement comme une préoccupation importante. Les participants qui soulèvent cet enjeu l'associent souvent à l'impression qu'ils ont que les revenus n'augmentent pas aussi vite que le coût du logement. Ils estiment qu'une grande partie de la population a du mal à trouver un logement de qualité parce qu'elle peine à couvrir ses frais généraux de subsistance. Cette préoccupation est directement liée à une perception de certains selon laquelle la classe moyenne rétrécit, abaissant le niveau de vie de plus en plus de personnes.

Plusieurs participants choisissent également les services de garde abordables comme priorité absolue. Tous ceux qui font ce choix affirment qu'il s'agit pour eux d'un enjeu personnel puisqu'ils ont de jeunes enfants et ont du mal à trouver des solutions de services de garde abordables. Ils ont l'impression qu'à moins de gagner un très bon salaire, il existe très peu de mesures les incitant ainsi que leur conjoint à aller travailler, les coûts des services de garde étant exorbitants.

Par ailleurs, plusieurs participants soulèvent la question du vieillissement général de la population. Cette tendance à long terme représente une source d'inquiétude sur le plan individuel ainsi que sur le plan de l'avenir de la communauté. Sur le plan individuel, certains s'inquiètent de savoir si le financement des services qui deviendront importants pour eux alors qu'ils vieilliront sera suffisant. Cette inquiétude suscite une certaine insécurité personnelle. Sur le plan de la société, certains participants se demandent si les normes de service actuelles peuvent être préservées à long terme compte tenu de l'augmentation constante de la proportion des aînés dans la société canadienne, qui exerce une pression sur les budgets.

Si toutes les préoccupations ci-dessus sont soulevées dans toutes les villes, d'autres figurent également au sommet de la liste de plusieurs participants sans attirer l'attention. Ces préoccupations sont notamment : meilleure intégration des immigrants; montant des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui n'arrivent pas à trouver du travail; faibles taux d'obtention de diplômes d'études secondaires; préservation de la salubrité de l'environnement; qualité des routes et des ponts et congestion routière.

## Points de vue sur les mesures déployées par le gouvernement du Canada

### *Réponses spontanées*

Avant qu'ils entreprennent un exercice sur les mesures les plus importantes déployées par le gouvernement du Canada au cours de la dernière année, on a demandé aux participants de Regina, de Calgary et de Saskatoon quels sont les bons coups et les mauvais coups du gouvernement au cours de cette période qui leur viennent à l'esprit. Deux enjeux dominent les discussions dans toutes les villes : l'accueil des réfugiés syriens et la tarification du carbone. Le premier enjeu est considéré comme la réalisation la plus positive du gouvernement du Canada et le deuxième, comme la plus négative.



La décision du gouvernement d'accélérer l'accueil de réfugiés à la fin de 2015 et au début de 2016 est considérée dans tous les groupes comme la réalisation la plus positive du gouvernement du Canada. De nombreux participants estiment que cette décision reflète la culture et l'esprit du Canada tout en lui conférant une image très positive sur la scène internationale. Ils soulignent souvent le contraste entre l'approche canadienne et l'approche américaine récente, qu'ils voient d'un mauvais œil. Dans l'ensemble, quelques participants seulement expriment des doutes quant aux bienfaits de la politique sur les réfugiés adoptée par le gouvernement, estimant que les fonds seraient mieux dépensés s'ils étaient consacrés à la population canadienne.

Bien que la question des réfugiés domine les réponses positives, un certain nombre d'autres réalisations sont énumérées par les participants. Un grand nombre de participants saluent la diversité et la parité hommes-femmes du cabinet du gouvernement du Canada, qui sont à l'image de notre époque. Quelques-uns signalent que le gouvernement du Canada a fait un bon travail pour ce qui est de projeter une image positive du pays à l'échelle internationale, l'image d'un pays attentionné et ouvert, des valeurs chères à la plupart des participants. D'autres participants parlent d'une amélioration des relations entre le gouvernement du Canada et les communautés autochtones comme étant un autre point positif de la dernière année. Au nombre des autres réalisations positives figurent l'importance accrue accordée à la santé mentale en collaboration avec les provinces, l'attention supplémentaire portée aux changements climatiques, la légalisation de la marijuana et les changements apportés au programme d'assurance-emploi permettant aux personnes qui ont perdu leur emploi de recevoir plus rapidement de l'aide.

Sur une note un peu moins positive, dans toutes les villes, les participants mentionnent spontanément la tarification du carbone à l'échelle nationale comme une mesure principalement négative. Les impressions négatives proviennent en grande partie d'une croyance selon laquelle la nouvelle politique n'arrive pas au bon moment. Par ailleurs, les participants sont d'avis que le déploiement d'une politique nuisible à l'industrie pétrolière à un moment où elle est déjà en difficulté constitue une mauvaise idée. Sans nier la nécessité de protéger l'environnement, ils estiment qu'il est plus important de trouver des façons d'aider l'économie locale compte tenu du contexte économique. La plupart des participants ne pensent pas que la tarification du carbone aurait un effet positif sur la création d'emplois et la croissance économique.

Si la tarification du carbone domine les échanges sur les mesures négatives déployées par le gouvernement du Canada, quelques autres mesures ou plans sont jugés indésirables par certains participants : la légalisation de la marijuana, l'augmentation des dépenses et des déficits, la décision de ne pas modifier le mode de scrutin et l'élimination du crédit d'impôt pour les activités sportives et artistiques.



### *Exercice sur les mesures les plus importantes déployées par le gouvernement*

Dans le cadre de cet exercice, on a fourni aux participants une liste de plus de 20 mesures déployées par le gouvernement au cours de la dernière année et on leur a demandé de choisir les deux mesures qui auraient selon eux l'incidence la plus positive sur leur communauté.

Les résultats de cet exercice varient d'un endroit à l'autre, les participants ayant tendance à se concentrer sur les mesures qui concernent directement leur province ou leur ville. Par conséquent, un grand nombre de participants de la Saskatchewan considèrent la signature récente d'un accord de financement de la santé entre le gouvernement fédéral et la Saskatchewan pour augmenter le financement des soins à domicile et des soins de santé mentale comme étant la mesure la plus importante déployée au cours de la dernière année. Un tel choix correspond exactement aux points de vue exprimés plus tôt, alors que les participants indiquaient que la priorité absolue dans leur communauté était l'amélioration de l'accès aux soins de santé, en commençant par la santé mentale.

La signature d'une entente de financement de 237 millions de dollars à l'échelle fédérale, provinciale et municipale pour des projets d'infrastructure en Saskatchewan ainsi que le financement de 10 projets d'eau potable et de traitement des eaux usées à Regina et à Saskatoon font également partie des mesures les plus importantes aux yeux de nombreux participants des groupes en Saskatchewan. Les investissements sont perçus de façon positive, car ils ont aidé les communautés de deux façons : en réparant les infrastructures considérées en piteux état et en créant des emplois dans les entreprises locales fournissant des matériaux et de la main-d'œuvre.

De leur côté, les participants de Calgary ont plus tendance à choisir l'approbation du réseau de Trans Mountain et de la Canalisation 3 d'Enbridge comme étant les mesures les plus importantes déployées par le gouvernement du Canada au cours de la dernière année. Ces participants estiment que ces projets sont essentiels pour alimenter l'économie locale en donnant à l'industrie locale l'accès aux marchés de l'exportation grâce à l'expansion du réseau de pipelines. Quelques participants de Calgary parlent également de la signature d'une entente d'un milliard de dollars de dépenses en infrastructure à l'échelle fédérale, provinciale et municipale en Alberta comme étant une mesure hautement importante pour leur communauté.

À l'exclusion des différences régionales, les participants des deux provinces choisissent quelques autres mesures déployées par le gouvernement du Canada comme ayant des répercussions hautement positives. Au sommet de cette liste figurent la baisse de l'impôt pour la classe moyenne et l'augmentation de l'impôt pour les plus fortunés. De l'avis de ces participants, les personnes dont le revenu ne se trouve pas dans les échelons supérieurs ont besoin de « souffler » un peu pendant une période qui est considérée comme étant difficile pour eux, et les plus fortunés peuvent se permettre de contribuer davantage au portefeuille public. Dans le même ordre d'idées que la baisse de l'impôt pour la classe moyenne, plusieurs participants choisissent également la bonification des prestations d'assurance-emploi dans les régions du pays qui subissent d'importantes pertes d'emploi parmi les mesures importantes déployées par le gouvernement. Quelques-uns affirment que ces mesures les aident directement ainsi que des personnes qu'ils connaissent.



Les participants des trois villes choisissent également les augmentations du Supplément de revenu garanti pour les aînés parmi les mesures positives déployées par le gouvernement du Canada. Encore une fois, ce choix correspond aux opinions exprimées précédemment dans les groupes concernant la nécessité de prendre soin d'une population vieillissante et d'assurer la durabilité des programmes destinés à aider les aînés à bénéficier d'une certaine qualité de vie au fil du temps. Dans le même ordre d'idées, plusieurs participants choisissent aussi la signature d'une entente avec les provinces pour renforcer le Régime de pensions du Canada parmi les mesures positives déployées au cours de la dernière année.

Par ailleurs, quelques participants estiment que l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées constitue une mesure positive déployée par le gouvernement du Canada. Ils sont d'avis qu'une telle mesure indique que le gouvernement se soucie du sort de ces femmes et des Autochtones en général. La signature d'une entente avec la Chine pour faire en sorte que les agriculteurs puissent continuer d'y vendre leur canola recueille également quelques votes à titre de mesure importante. Les participants qui sont eux-mêmes producteurs agricoles ou qui en connaissent estiment qu'il s'agit d'une mesure très importante pour l'économie locale. Quelques personnes mentionnent aussi que l'augmentation des taux d'immigration et le lancement de l'Allocation canadienne pour enfants sont des mesures positives.

Outre ces mesures majoritairement perçues comme étant positives, quelques mesures déployées par le gouvernement du Canada sont perçues de façon plus négative. En effet, quelques participants affirment spontanément que certaines mesures de la liste ont eu des répercussions, mais négatives. Certains considèrent le refus du projet de pipeline Northern Gateway comme une mauvaise décision. En effet, ils aimeraient que tous les projets de pipelines soient approuvés afin de créer des emplois à l'échelle locale. Comme il en a été question précédemment, de nombreux participants se montrent sceptiques quant à l'idée d'imposer un prix sur la pollution causée par le carbone à l'échelle nationale. Parallèlement, l'élimination graduelle de la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2030 suscite quelques commentaires négatifs en Saskatchewan, où certains participants sont d'avis que cette mesure coûterait très cher à la province. Par ailleurs, l'accès gratuit aux parcs nationaux en 2017 suscite des avis partagés. Si quelques-uns affirment que cette mesure permettra à des personnes qui n'iraient normalement pas dans ces parcs de le faire, d'autres participants qui fréquentent plus régulièrement les parcs nationaux estiment que la gratuité pourrait entraîner un achalandage excessif et causer des dommages dans certaines régions en raison de la présence d'un nombre accru de visiteurs qui, contrairement aux amateurs de plein air, ne s'y connaissent peut-être pas très bien en matière de protection des milieux naturels.

## Énergie et environnement

Les participants de Regina, de Calgary et de Saskatoon appuient presque à l'unanimité l'approbation récente par le gouvernement du projet du réseau de pipelines Trans Mountain de Kinder Morgan et de celui de la canalisation 3 d'Enbridge. Nombreux sont ceux qui ont entendu parler des décisions avant de participer aux groupes, mais d'autres se disent étonnés d'apprendre l'existence de ces projets, car ils

croyaient que le gouvernement du Canada essayait de mettre davantage l'accent sur la protection de l'environnement plutôt que de venir en aide à l'industrie de l'énergie. La plupart des participants estiment que ces projets seront avantageux pour leur province puisque les pipelines permettront d'ouvrir de nouveaux marchés pour le pétrole canadien. À leur avis, la construction de ces nouveaux pipelines créera des emplois à l'échelle locale et permettra d'accroître la production pétrolière. Certains croient que les pipelines feront baisser les coûts de transport, rendant ainsi le pétrole extrait des sables bitumineux plus concurrentiel et plus rentable.

Par ailleurs, les participants sont majoritairement d'accord pour dire que le transport du pétrole par pipelines est plus sécuritaire que par d'autres moyens, par exemple les pétroliers, les trains et les camions. À ce titre, ils expriment également une certaine frustration quant aux délais perçus pour faire approuver ces projets de pipelines et amorcer les travaux. Ils ont du mal à comprendre pourquoi la situation actuelle en ce qui concerne le transport du pétrole, qui repose principalement sur les trains, les pétroliers et les camions plutôt que sur les pipelines, ainsi que la dépendance perçue à l'égard du pétrole importé d'autres pays, persistent alors que le sol de l'ouest du Canada renferme d'importantes quantités de pétrole.

Malgré les points de vue positifs sur l'approbation de ces deux projets de pipelines, un grand nombre de participants demeurent prudents dans leur évaluation de la situation. S'ils sont nombreux à se dire en désaccord avec le refus du projet de Northern Gateway, quelques-uns en sont heureux, car ils croient qu'il ne s'agissait pas d'une bonne idée au départ compte tenu des enjeux liés aux Autochtones et du passage du pipeline dans des régions fragiles sur le plan de l'environnement. Ceux qui sont en désaccord avec la décision concernant Northern Gateway ont également tendance à douter que les deux autres projets de pipelines soient jamais terminés ou deviennent opérationnels un jour. Ils sont d'avis que l'approbation est une étape plus facile que la réalisation des projets en tant que telle puisque celle-ci nécessitera de surmonter une opposition parfois forte des populations locales sur le terrain, et ils ne sont pas convaincus que ce sera possible.

Lorsqu'on sollicite les commentaires des participants au sujet de l'approche générale du gouvernement du Canada en matière d'énergie et d'environnement, ceux-ci expriment des opinions partagées. Certains s'opposent vigoureusement à toute forme de tarification du carbone et estiment que l'industrie pétrolière et gazière en Alberta et en Saskatchewan fait l'objet d'un traitement injuste à une période où elle a besoin d'aide plutôt que d'une augmentation des coûts. Ils préféreraient voir le gouvernement déployer des mesures pour stimuler les activités dans le secteur pétrolier et gazier. Toutefois, certains voient d'un œil positif les efforts du gouvernement pour équilibrer les efforts en vue d'assainir l'environnement tout en préservant la santé de l'économie. Quelques-uns affirment qu'il faut du courage pour le faire puisque tenter de concilier les deux priorités constitue une tâche colossale, tandis que d'autres déclarent que cette démarche de conciliation leur donne l'impression que le gouvernement n'est pas certain de la stratégie qu'il souhaite adopter en fin de compte.





### *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*

Bien que seulement quelques répondants aient entendu parler du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques par son nom, la plupart d'entre eux ont entendu quelque chose au sujet des efforts récents déployés par le gouvernement canadien pour collaborer avec les provinces à la réduction des émissions de GES. Les réactions initiales à ce sujet ne sont pas très positives et un grand nombre de participants réduisent spontanément ce cadre à une simple idée : la taxe sur le carbone. D'autres éléments du cadre sont soit inconnus ou considérés comme des composantes mineures par rapport à l'imposition d'un prix sur la pollution causée par le carbone.

Si les points de vue sur le cadre sont principalement négatifs dans les trois villes, ils sont exprimés de différentes façons, et ce, surtout en raison des approches différentes adoptées par les gouvernements provinciaux. En effet, les participants de Calgary associent directement le cadre pancanadien à la taxe sur le carbone instaurée par le gouvernement de l'Alberta malgré le fait que le gouvernement provincial avait prévu cette taxe avant l'annonce du cadre national. D'un autre côté, les participants de la Saskatchewan savent ou supposent que leur gouvernement hésite à adhérer à ce cadre. Ceux qui sont au courant de la position du gouvernement de la Saskatchewan croient majoritairement qu'il s'agit d'une bonne chose, même si un grand nombre d'entre eux sont d'avis que la province devra un jour ou l'autre emboîter le pas.

On a présenté aux participants huit mesures principales du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques et on leur a demandé d'évaluer chacune d'elles en lui accordant un ou deux pouces vers le haut, un ou deux pouces vers le bas ou ni l'un ni l'autre. Après avoir évalué chaque mesure, les participants devaient choisir celle qui allait avoir à leur avis l'incidence la plus positive sur l'environnement. Voici les huit mesures évaluées :

- Imposition d'un prix sur la pollution causée par le carbone;
- Élaboration de nouveaux codes du bâtiment pour faire en sorte ce que les immeubles consomment moins d'énergie;
- Agrandissement du réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques;
- Élimination graduelle de la production d'électricité à partir du charbon;
- Élargissement des réseaux électriques propres et déploiement de technologies de « réseau électrique intelligent »;
- Utilisation accrue des énergies renouvelables;
- Investissement dans le transport en commun et les transports propres;
- Réduction des émissions de méthane provenant des secteurs pétrolier et gazier.

Les résultats de l'exercice montrent clairement que les participants privilégient les solutions qui ne comportent pas de mesures punitives ou de sacrifices personnels. L'utilisation accrue des énergies renouvelables se démarque en recueillant globalement l'évaluation la plus élevée et en étant sélectionnée le plus souvent comme mesure la plus efficace entre toutes. Cette solution est considérée comme la plus sensée, car elle favorisera l'environnement à long terme tout en suscitant des investissements dans les nouvelles sources d'énergie, ce qui créera probablement des emplois.

L'investissement dans les énergies renouvelables pourrait également contribuer à faire du Canada un chef de file dans le domaine de l'énergie verte.

Trois autres mesures du cadre arrivent à égalité au deuxième rang sur le plan des évaluations et de l'efficacité perçue : l'élargissement des réseaux électriques propres et le déploiement de technologies de « réseau électrique intelligent », l'élaboration de nouveaux codes du bâtiment pour faire en sorte que les immeubles consomment moins d'énergie et l'investissement dans le transport en commun et les transports propres. Encore une fois, ces solutions ont davantage de succès parce qu'elles sont considérées comme favorisant les investissements pour l'innovation et la croissance tout en contribuant à créer un environnement plus vert à long terme. Toutefois, il importe de noter que les résultats concernant le transport en commun varient d'une ville à l'autre. En effet, les participants de Calgary ont plus tendance à choisir l'investissement dans le transport en commun comme mesure la plus efficace que ceux de Regina et de Saskatoon, qui ne considèrent pas cette mesure comme étant particulièrement efficace puisqu'ils estiment que le transport en commun n'est pas une solution pratique pour la plupart des résidents de la Saskatchewan. S'ils ne rejettent pas catégoriquement la solution, ils sont d'avis que ce ne serait pas la plus efficace dans leur province ou leur communauté.

Bien que l'agrandissement du réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques ne constitue pas une mesure punitive et qu'on pourrait s'attendre à ce qu'elle suscite des évaluations positives, elle reçoit des évaluations sensiblement moins élevées que les deux mesures précédentes. De nombreux participants qui lui attribuent une faible évaluation expliquent qu'ils ne croient pas qu'elle serait très efficace à court ou à moyen terme. À leur avis, l'investissement de sommes importantes dans le réseau de bornes de recharge ne permettra pas de réduire considérablement la pollution tant et aussi longtemps que l'électricité de la province ne proviendra pas entièrement de sources renouvelables et que l'utilisation de véhicules électriques ne sera pas répandue. D'ailleurs, certains affirment avoir du mal à concevoir que les véhicules électriques puissent être pratiques dans une province comme la leur, où il existe de vastes territoires inhabités entre les villes et où il fait très froid. Ils craignent que ces véhicules n'aient pas l'autonomie suffisante pour parcourir la distance requise d'une destination à l'autre.

Les efforts destinés à réduire les émissions de méthane provenant des secteurs pétrolier et gazier suscitent des points de vue partagés. Si certains estiment que cette mesure pourrait réduire considérablement les émissions et susciter des innovations technologiques, d'autres ont l'impression qu'elle pourrait nuire à l'industrie à un moment où elle a besoin d'un coup de pouce, et non d'un fardeau supplémentaire. L'élimination graduelle de la production d'électricité à partir du charbon suscite également des avis partagés, quelques participants s'y opposant fortement, en particulier à Saskatoon. Si la plupart comprennent rapidement que cette mesure contribuerait à diminuer la pollution, certains s'inquiètent des coûts substantiels qu'elle représenterait pour les gouvernements provinciaux, en particulier celui de la Saskatchewan. Enfin, comme lors des discussions précédentes sur la tarification du carbone, l'idée d'imposer un prix sur la pollution causée par le carbone arrive au dernier rang et suscite principalement des évaluations négatives.



## Points de vue sur la tarification du carbone

Après l'évaluation de certaines mesures du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, on a demandé aux participants de se concentrer plus directement sur la tarification du carbone et les principaux arguments qui pourraient être invoqués pour la défendre. Le modérateur a présenté l'approche générale proposée par le gouvernement du Canada, notamment le tarif progressif par échelons d'une tonne, l'échéancier ainsi que le choix laissé à la discrétion des provinces concernant le type de barème de tarification et la façon dont les fonds recueillis seront utilisés.

En règle générale, l'idée de la tarification du carbone déplaît aux participants des trois villes. Ils pensent spontanément aux coûts immédiats pour eux et leur économie locale. En outre, ils ont tendance à ignorer les effets positifs possibles de la tarification du carbone sur l'environnement. Même si quelques participants pensent qu'il s'agit d'une bonne façon de sensibiliser la population à son empreinte carbone, la plupart croient qu'il s'agit d'une nouvelle forme de taxe qui touchera surtout les gens ordinaires. Ils ont la nette impression que cette taxe punirait les consommateurs et épargnerait les grands pollueurs, car ces derniers refileraient l'augmentation des coûts de production à ceux qui achètent leurs produits. Par ailleurs, les participants craignent que les producteurs de pétrole décident d'abandonner l'exploitation des sables bitumineux s'ils estiment que le fardeau fiscal est trop élevé pour justifier des investissements supplémentaires. Cette crainte s'ajoute à la perception très sombre de la situation économique locale. Quelques participants ajoutent que les agriculteurs et les petites entreprises qui ont besoin de produits pétroliers pour exercer leurs activités seraient durement touchés. En outre, la plupart des participants ne considèrent pas la tarification du carbone comme une mesure très efficace pour réduire les émissions de carbone étant donné que la plupart des gens n'ont pas le choix de recourir aux combustibles fossiles et finiront par payer plus sans nécessairement réduire leur empreinte carbone.

Lorsqu'on demande aux participants s'ils préfèrent une taxe sur le carbone ou un système de plafonnement et d'échange, ils ont pour la plupart tendance à choisir la deuxième option puisqu'elle ne semble pas aussi directe ou brutale que la première. Ils constatent qu'une mesure est positive et que l'autre est négative, c'est-à-dire qu'il y a « une carotte » et un « bâton ». Toutefois, ce sentiment général s'accompagne d'une certaine confusion quant au fonctionnement d'un système de plafonnement et d'échange. Les participants ne comprennent pas très bien comment ce type de système serait administré et s'interrogent également à savoir comment il s'appliquerait aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements. Instinctivement, de nombreux participants affirment que les grands pollueurs ne réduiraient pas leur empreinte et achèteraient plutôt tous les crédits nécessaires pour polluer davantage.

Les participants sont heureux d'apprendre que les fonds recueillis par l'intermédiaire de la tarification du carbone resteraient dans la province. Ils n'aimeraient pas que cet argent recueilli chez eux soit utilisé dans une autre province ou un autre territoire. La tarification suscite toutefois énormément de questions, en particulier en Saskatchewan. Un grand nombre de participants croient avoir entendu parler d'un plan de leur gouvernement provincial selon lequel les fonds recueillis par l'intermédiaire de la tarification du carbone seraient remis aux contribuables de la province. L'idée que les fonds seraient



recueillis auprès des résidents de la Saskatchewan pour ensuite être remis aux mêmes résidents ne leur paraît pas logique. Ils estiment qu'une telle approche n'apporte aucun avantage aux contribuables en plus de créer de nouvelles couches administratives qui occasionneraient des frais pour la province. Dans toutes les villes, la plupart des participants sont d'accord pour dire que si de tels fonds sont recueillis un jour, ils devraient être investis dans des programmes et des recherches destinés à protéger l'environnement et à favoriser la croissance de la production et de l'utilisation d'énergies propres.

### *Exercice sur les arguments pour la tarification du carbone*

On a montré aux participants une série de cinq arguments importants qui pourraient être présentés en faveur de la tarification du carbone, puis on leur a demandé d'évaluer chacun d'eux et de choisir le plus convaincant de tous. Voici les cinq arguments présentés :

- Toutes les provinces doivent déployer des efforts puisque la pollution ne connaît pas de frontières
- Les générations futures méritent un air pur et un environnement sain
- En agissant dès maintenant, nous créerons les emplois de l'avenir dans les secteurs des technologies propres et des énergies renouvelables
- Si nous n'agissons pas, nous connaissons de plus en plus de catastrophes naturelles coûteuses et mortelles
- Nous devons inciter les entreprises à devenir plus écoénergétiques et à trouver des solutions novatrices pour polluer moins.

Deux arguments sont considérés comme étant les plus convaincants par les participants des trois villes : préserver l'environnement pour les générations futures et inciter les entreprises à devenir plus écoénergétiques et à trouver des solutions novatrices pour polluer moins. Évidemment, le premier argument touche directement les participants qui ont des enfants et sont d'avis que les générations précédentes ont le devoir de préserver l'environnement au profit des plus jeunes. Fait intéressant, les participants ont plus tendance à penser à la qualité de l'air et de l'eau pour les générations futures qu'aux répercussions des changements climatiques. En effet, la cible est instinctivement la pollution en général plutôt que la diminution des émissions de GES.

Inciter les entreprises à devenir plus écoénergétiques et à trouver des solutions novatrices pour polluer moins est généralement considéré comme un argument convaincant, car les participants estiment qu'un véritable changement proviendra probablement des grands pollueurs, et non des particuliers. Cet argument est aussi bien perçu parce qu'il n'est associé à aucune forme de difficulté ou de sacrifice personnel. Le changement proviendrait des échelons supérieurs plutôt que des échelons inférieurs.

L'argument sur la création des emplois de l'avenir reçoit principalement des évaluations positives de la part des participants, car il laisse une impression positive. Il n'évoque pas de mesures punitives, mais plutôt une vision positive de l'avenir. Il concerne la croissance de l'économie et la création d'emploi de façon écologique. Bien qu'il soit perçu de manière positive, cet argument n'est pas considéré comme

étant aussi convaincant que les deux précédents. En effet, peu de participants choisissent de le placer au premier rang.

L'idée que toutes les provinces doivent déployer des efforts suscite des réactions mitigées et négatives dans toutes les villes, et les participants la choisissent rarement comme argument le plus convaincant. Certains participants trouvent que cet argument laisse entendre que ce ne sont pas toutes les provinces qui déploient des efforts, et ils ne sont pas d'accord. Ils estiment que la réalité de chaque province est différente et qu'il ne serait pas tout à fait juste d'opter pour une solution commune à toutes les provinces. À leur avis, il est beaucoup plus facile pour certaines provinces de se passer des combustibles fossiles puisque leur économie n'en dépend pas, ce qui n'est pas le cas de l'Alberta et de la Saskatchewan. Ils aimeraient que les particularités de chaque province ou région soient prises en compte avant qu'une quelconque politique soit mise en œuvre.

Enfin, l'argument concernant les catastrophes naturelles coûteuses et mortelles est jugé le moins efficace de tous. Les participants le rejettent pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, certains n'aiment tout simplement pas le ton employé. Il semble reposer sur la peur, ce qui est mal perçu. Certains mentionnent également qu'ils ne voient pas le lien entre la pollution causée par le carbone et les catastrophes naturelles. Ils estiment que ces catastrophes sont bel et bien « naturelles » et qu'elles ne sont par conséquent pas attribuables aux comportements humains ou à la pollution. En outre, quelques participants déclarent que la science des changements climatiques n'établit pas clairement le rôle de l'activité humaine dans les changements de température à l'échelle mondiale, ce qui rend à leur avis l'argument fallacieux. Enfin, cet argument est également perçu comme évoquant des événements qui pourraient survenir dans un avenir éloigné, ce qui ne constitue pas une bonne motivation pour un changement immédiat.



## 4. Annexes

### Annexe A – Methodologie de recherche détaillée

Cette première vague de groupes de discussion fait partie d'un projet de recherche qualitative en continu qui comptera au total 144 groupes de discussion qui seront tenus dans le cadre de plusieurs vagues (jusqu'à 18) au cours de l'année civile 2017, avec la possibilité de renouveler le cycle annuel de recherche pour deux années supplémentaires.

Cette première vague était composée d'un total de 12 groupes de discussion qui se sont déroulés du 24 janvier au 1<sup>er</sup> février 2017. Tous les groupes de discussion ont duré environ deux heures et ont été tenus en soirée. Dans chaque ville, la première rencontre débutait à 17 h 30 et la deuxième, à 19 h 30. Ces rencontres ont eu lieu aux endroits suivants :

- Drummondville – 24 janvier
- Moncton – 25 janvier
- Mississauga – 26 janvier
- Regina – 30 janvier
- Calgary – 31 janvier
- Saskatoon – 1<sup>er</sup> février

Un total de 12 participants étaient recrutés pour chaque rencontre afin qu'au moins 8 à 10 personnes s'y présentent. Au total, 117 participants ont pris part aux discussions. Tous ont reçu une somme de 75 \$ pour assister aux rencontres là où les groupes de discussion avaient lieu.

Les participants devaient représenter la population canadienne âgée de 20 ans ou plus dans chacune des villes. Ils ont été recrutés par le biais d'entrevues téléphoniques réalisées à l'aide d'un questionnaire de recrutement formel. Le questionnaire de recrutement a permis de s'assurer que les participants formaient un échantillon représentatif de la population générale avec un bon mélange de sexes (moitié d'hommes et moitié de femmes dans chaque groupe), d'âges, de niveaux de scolarité et de revenus ainsi que de composition des foyers. Le questionnaire de recrutement est présenté dans son intégralité à l'annexe B.

Le questionnaire de recrutement a été élaboré par Ipsos en collaboration avec le BCP et conformément aux directives du chargé de projet, des Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada – Recherche qualitative (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rop-por/rechqual-qualres-fra.html>) et dans le respect de toutes les normes et lignes directrices établies par l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM) pour réaliser une recherche qualitative. Tous les groupes ont été animés par un professionnel de la recherche d'Ipsos.

Conformément aux Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada – Recherche qualitative et aux lignes directrices de l'ARIM sur le déroulement des recherches qualitatives, Ipsos a informé les participants de leurs droits en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ipsos a fourni des renseignements détaillés aux participants concernant le déroulement des discussions et a obtenu leur consentement pour l'enregistrement audio et vidéo de

celles-ci ainsi que pour la présence d'observateurs. De plus, Ipsos leur a expliqué l'utilité du miroir d'observation ainsi que les règles de base concernant la vie privée et la confidentialité, y compris le fait que les enregistrements seront détruits, conformément aux lignes directrices de l'ARIM, et que la participation est volontaire.

Conformément à la norme établie pour toutes les recherches qualitatives menées pour le compte du gouvernement du Canada, toutes les conditions suivantes ont été respectées dans le processus de recrutement des participants à cette recherche :

- Ne pas avoir participé à un groupe de discussion au cours des six derniers mois;
- Ne pas avoir assisté, au cours des deux dernières années, à un groupe de discussion ou à une entrevue en profondeur sur des questions concernant le sujet dont il était question;
- Ne pas avoir assisté à cinq groupes de discussion ou entrevues en profondeur ou plus au cours des cinq dernières années;
- Au moins un tiers des participants recrutés dans chaque groupe ne devaient jamais avoir assisté à un groupe de discussion ou à une entrevue en personne auparavant;
- Avoir une connaissance suffisante de l'anglais (ou du français pour les groupes de Drummondville) pour participer pleinement aux groupes de discussion;
- Ni eux ni leur famille ne devaient travailler dans l'un ou l'autre des secteurs suivants :
  - Une firme de sondage
  - Un magazine ou un quotidien
  - Une agence de publicité ou de conception graphique
  - Un parti politique
  - Une station radiophonique ou de télévision
  - Une entreprise de relations publiques
  - Le gouvernement fédéral ou provincial

De la même manière que dans toutes les recherches menées par Ipsos, les coordonnées des participants sont demeurées entièrement confidentielles et tout renseignement pouvant permettre leur identification a été supprimé des données, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* du Canada.



Annexe B – Questionnaire de recrutement – Français

## Questionnaire de recrutement Gouvernement du Canada

Bonjour, je m'appelle \_\_\_\_\_. Je vous appelle de la part de la firme Ipsos, une société d'études de marché et de sondages d'opinion publique nationale. Au nom du gouvernement du Canada, nous mettons en place une série de groupes de discussion composés de Canadiens, pour explorer des questions actuelles importantes pour l'ensemble du pays. Les discussions porteront sur divers sujets et votre opinion nous intéresse.

**EXPLIQUER LES GROUPES DE DISCUSSION.** Environ dix personnes comme vous participeront aux groupes de discussion. Ces personnes seront recrutées de façon aléatoire, comme il a été fait avec vous. Les participants se verront verser \$75 à titre d'honoraires pour leur temps. Mais avant de vous inviter à participer aux groupes, nous devons vous poser quelques questions afin de nous assurer de former des groupes bien assortis et présentant une bonne variété de personnes. Puis-je vous poser quelques questions ?

- Oui    **CONTINUER**  
Non    **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

La participation est volontaire. Nous n'essayons pas de vous vendre quoi que ce soit ni de changer vos opinions. Le déroulement sera une discussion en table ronde menée par un professionnel de la recherche. Toutes les opinions exprimées demeureront anonymes et les points de vue seront regroupés afin d'assurer qu'aucun individu ne puisse être identifié.

S1) Travaillez-vous, vous-même ou un membre de votre famille immédiate, dans l'un des secteurs suivants, ou avez-vous pris votre retraite d'un emploi dans un tel secteur :

	OUI	NON
Études de marché ou marketing	1	2
Relations publiques ou médias (annonces télévisées ou imprimées)	1	2
Publicité et communications	1	2
Employé d'un parti politique	1	2
Employé d'un ministère ou organisme gouvernemental, fédéral ou provincial.	1	2

**SI LA RÉPONSE À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS EST « OUI », REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE.**

S2) Êtes-vous un citoyen canadien âgé d'au moins 20 ans qui habite habituellement dans la région de [INSÉRER VILLE] ?

- Oui                    1                    **CONTINUER**





Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

S3) Depuis combien de temps habitez-vous à [VILLE] ? \_\_\_\_\_

**TERMINER SI MOINS DE 2 ANS**

S4) Êtes-vous le responsable ou l'un des responsables de votre foyer ?

Oui 1 **CONTINUER**  
Non 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

S5) Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion de consommateurs, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance et pour lequel vous avez reçu une somme d'argent?

Oui 1 **MAX. 1/3 PAR GROUPE**  
Non 2 **PASSER À LA Q1**

S6) À quand remonte cette participation ? \_\_\_\_\_

**TERMINER SI AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS**

S7) À combien de groupes de discussion de consommateurs avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?  
\_\_\_\_\_

**TERMINER SI PLUS DE QUATRE GROUPE DE DISCUSSION**

**DEMANDER À TOUS LES RÉPONDANTS**

Q1) Pourriez-vous me dire dans quelle catégorie d'âge vous vous situez ? Avez-vous...

Moins de 20 ans	0	} <b>VOUS ASSURER DE RECRUTER UNE BONNE VARIÉTÉ POUR CHAQUE GROUPE.</b>
Entre 20 et 24 ans	1	
Entre 25 et 34 ans	2	
Entre 35 et 44 ans	3	
Entre 45 et 54 ans	4	
Entre 55 et 64 ans	5	
65 ans et plus	6	
Refus	9	<b>REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE</b>

Q2) Avez-vous actuellement des enfants âgés de moins de 18 ans qui habitent avec vous ?  
**[RECRUTER UNE BONNE VARIÉTÉ]**

Oui 1



Non 2

Q2a) Avez-vous actuellement des enfants de moins de 13 ans vivant dans la maison avec vous? **[RECRUIT MIN 3 per group]**

Oui 1  
Non 2

Q3) Combien d'enfants de plus de 18 ans habitent dans votre maison ?

Un 1  
Plus d'un 2

Q4) Pourriez-vous me dire quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez terminé ?

Études secondaires non terminées	1	} VOUS ASSURER DE RECRUTER UNE BONNE VARIÉTÉ POUR CHAQUE GROUPE.
Études secondaires terminées	2	
Études collégiales/universitaires non terminées	3	
Études collégiales/universitaires terminées	4	
Refus/ ne sait pas	9	

Q5) Quelle est votre situation professionnelle actuelle ?

Employé à temps plein	1	} MAXIMUM DE TROIS PAR GROUPE
Employé à temps partiel	2	
Travailleur autonome	3	
Retraité	4	
Pas employé pour le moment	5	
Étudiant	6	
Autre	7	
Ne sait pas/refus	9	

Q6) **[SI EMPLOYÉ/RETRAITÉ]** Quel est votre travail actuel/quel était votre travail ?  
**(VEUILLEZ PRÉCISER)**

\_\_\_\_\_

Q7) Parmi les fourchettes suivantes, laquelle représente mieux le revenu total de votre ménage avant impôts? C'est-à-dire, le revenu total combiné de toutes les personnes de votre foyer, avant impôts. **[LIRE LA LISTE]?**

Moins de 20 000 \$	1	} Assurer une bonne variété en... Recrutant 2 à 3 personnes de la fourchette de moins de 40 000 \$. Recrutant 3 à 4 personnes de la fourchette de 40 000 \$ à 80 000 \$.
20 000 \$ à un peu moins de 40 000 \$	2	
40 000 \$ à un peu moins de 60 000 \$	3	
60 000 \$ à un peu moins de 80 000 \$	4	
80 000 \$ à un peu moins de 100 000 \$	5	
100 000 \$ à un peu moins de 150 000 \$	6	
150 000 \$ et plus	7	



Ne sait pas/refus

99

Q8) **NE PAS POSER CETTE QUESTION – NOTER LE SEXE**

Homme	1	} ASSURER MOITIÉ/MOITIÉ
Femme	2	

Q9) Si vous gagniez un million de dollars, quelles seraient les deux premières choses que vous feriez avec l'argent? (**DOIT AVOIR DEUX RÉPONSES POUR ACCEPTER. TERMINER SI LE RÉPONDANT RÉPOND D'UNE FAÇON DÉSINVOLTE, D'UNE FAÇON COMBATIVE OU S'IL A DE LA DIFFICULTÉ À RÉPONDRE.**)

***TERMINER SI LA PERSONNE QUI RÉPOND FAIT PART D'UNE RAISON TELLE QU'UN PROBLÈME D'OUÏE, DE VUE OU DE LANGAGE ÉCRIT OU VERBAL, D'UNE CRAINTE DE NE POUVOIR ÊTRE CAPABLE DE COMMUNIQUER EFFICACEMENT, OU SI VOUS-MÊME AVEZ UNE PRÉOCCUPATION AU SUJET DE L'INTERVIEWÉ.***

Pendant la discussion, vous serez enregistré(e) sur bande sonore et vidéo. Cet enregistrement nous aide dans la rédaction de notre rapport. De même, la salle dispose d'un miroir sans tain. Il se peut que du personnel du gouvernement du Canada soit présent de l'autre côté du miroir, notamment des membres du personnel du ministère qui parraine cette étude, et des membres du personnel d'Ipsos. Il s'agit d'une procédure de groupe de discussion standard visant à avoir un aperçu direct du processus d'étude et d'entendre directement vos impressions et avis sur le sujet d'étude.

Convendez-vous d'être observé(e) aux fins d'étude seulement?

Oui	1	REMERCIER LE RÉPONDANT ET PASSER À L'INVITATION
Non	2	REMERCIER LE RÉPONDANT ET METTRE FIN À L'APPEL

**\*\*\*\*(DANS CHAQUE LIEU, VEUILLEZ VOUS ASSURER QUE DOUZE (12) PARTICIPANTS SONT RECRUTÉS POUR EN OBTENIR HUIT À DIX)\*\*\*\***

**[À lire aux répondants en attente]**

Merci d'avoir répondu à mes questions. Malheureusement, pour le moment, le groupe auquel vous êtes admissible est complet. Nous aimerions vous inscrire sur notre liste d'attente. Cela signifie que s'il y a une ouverture dans le groupe, nous vous rappellerons pour voir si vous êtes disponible afin de participer à la discussion. Puis-je avoir un numéro de téléphone où vous joindre pendant la journée et en soirée, ainsi qu'une adresse électronique, si vous en avez une, afin que nous puissions communiquer avec vous dès que possible si une place devient disponible? **[CONSIGNER LES COORDONNÉES]**

**[À lire aux répondants sélectionnés]**

C'est formidable, vous pouvez participer à l'une des discussions de groupe qui aura lieu le (DATE) à (HEURE) pendant deux heures au maximum. Le gouvernement du Canada parraine

cette étude. Tous ceux qui participent recevront une rétribution de **75 \$** en remerciement de leur temps.

Avez-vous un stylo à portée de main afin que je puisse vous donner l'adresse du lieu où le groupe tiendra sa séance? La séance aura lieu à :

Endroit	Heure	Date
<b>Drummondville (Français)</b> Best Western Hôtel Universel 915, rue Hains	Groupe 1 – 5:30pm Groupe 2 – 7:30pm	Le 24 janvier 2017
<b>Moncton (English)</b> M5 Marketing 720 Main Street 3 <sup>rd</sup> Floor	Groupe 1 – 5:30pm Groupe 2 – 7:30pm	Le 25 janvier 2017
<b>Mississauga (English)</b> Infoquest Focus Group Inc. 6655 Kitimat Rd #12	Groupe 1 – 5:30pm Groupe 2 – 7:30pm	Le 26 janvier 2017
<b>Regina (English)</b> Cor Group 1840 McIntyre Street	Groupe 1 – 5:30pm Groupe 2 – 7:30pm	Le 30 janvier 2017
<b>Calgary (English)</b> Qualitative Coordination 707 10 Avenue SW, Suite 120	Groupe 1 – 5:30pm Groupe 2 – 7:30pm	Le 31 janvier 2017
<b>Saskatoon (English)</b> Insightrix Research 1-3223 Millar Ave.	Groupe 1 – 5:30pm Groupe 2 – 7:30pm	Le 1 <sup>er</sup> février 2017

Nous vous demandons d'arriver au moins 20 minutes à l'avance pour vous assurer de trouver le lieu et avoir le temps de vous inscrire auprès des hôtes. Avant votre admission dans la salle de groupe de discussion, vous devrez signer une entente de non-divulgateion; si vous ne le faites pas, votre participation à la séance de groupe de discussion pour laquelle vous avez été sélectionné(e) sera refusée. Le paiement de la prime dépend de la participation aux séances de groupe de discussion.

De plus, nous vérifierons votre identité avant la séance, alors veuillez vous assurer d'apporter deux pièces d'identité avec photo produites par le gouvernement (p. ex. permis de conduire, carte d'assurance maladie ou autre). Si vous avez besoin de lunettes pour lire, veuillez les apporter.

Comme nous invitons un petit nombre de personnes, votre participation est très importante pour nous. Nous vous avons invité(e) à participer en fonction des questions que nous avons abordées il y a un instant, nous vous demandons donc de ne pas envoyer un représentant en votre nom si vous n'êtes pas en mesure de participer. **SI, POUR UNE QUELCONQUE RAISON, VOUS N'ÊTES PAS EN MESURE DE PARTICIPER, VEUILLEZ NOUS APPELER AFIN QUE NOUS PUISSIONS VOUS REMPLACER.** Vous pouvez communiquer avec nous au 1-xxx-xxx-xxxx à notre bureau. Quelqu'un vous appellera la veille pour vous rappeler l'événement de discussion.

À quel moment est-il préférable de vous appeler?

À quel numéro de téléphone?

Puis-je avoir votre nom? SUR LA PAGE COUVERTURE

**Merci beaucoup pour votre aide!**



Annexe C – Questionnaire de recrutement – Anglais

## Recruitment Screener Government of Canada

Hello, my name is \_\_\_\_\_. I'm calling from Ipsos, a national public opinion research firm. On behalf of the Government of Canada we're organizing a series of discussion groups with Canadians to explore current issues of importance to the country. A variety of topics will be discussed and we are interested in hearing your opinions.

**EXPLAIN FOCUS GROUPS.** About ten people like you will be taking part, all of them randomly recruited just like you. For their time, participants will receive an honorarium of \$75. But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix and variety of people. May I ask you a few questions?

Yes    **CONTINUE**  
No     **THANK AND TERMINATE**

Participation is voluntary. No attempt will be made to sell you anything or change your point of view. The format is a "round table" discussion lead by a research professional. All opinions expressed will remain anonymous and views will be grouped together to ensure no particular individual can be identified.

S1) Do you or any member of your household work in or has retired from:

	<b>YES</b>	<b>NO</b>
Market Research or Marketing	1	2
Public Relations or Media (TV, Print)	1	2
Advertising and communications	1	2
An employee of a political party	1	2
An employee of a government department or agency, whether federal or provincial	1	2

**IF "YES" TO ANY OF THE ABOVE, THANK AND TERMINATE**

S2) Are you a Canadian citizen at least 20 years old who normally resides in the [INSERT LOCATION] area?

Yes            1        **CONTINUE**  
No             2        **THANK AND TERMINATE**

S3) How long have you lived in [CITY]? \_\_\_\_\_

**TERMINATE IF LESS THAN 2 YEARS**



S4) Are you the head or co-head of your household?

Yes	1	<b>CONTINUE</b>
No	2	<b>THANK AND TERMINATE</b>

S5) Have you ever attended a consumer group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes	1	<b>MAX. 1/3 PER GROUP</b>
No	2	<b>GO TO Q1</b>

S6) How long ago was it? \_\_\_\_\_

**TERMINATE IF IN THE PAST 6 MONTHS**

S7) How many consumer discussion groups have you attended in the past 5 years?  
\_\_\_\_\_

**TERMINATE IF MORE THAN 4 DISCUSSION GROUPS**

**ASK ALL**

Q1) Could you please tell me what age category you fall in to? Are you...

Under 20	0	} <b>ENSURE GOOD MIX PER GROUP</b>
20-24 years	1	
25-34 years	2	
35-44 years	3	
45-54 years	4	
55-64 years	5	
65+ years	6	
Refuse	9	<b>THANK AND TERMINATE</b>

Q2) Do you currently have children under the age of 18 living in the house with you?  
**[RECRUIT MIX]**

Yes	1
No	2

Q2a) Do you currently have children under the age of 13 living in the house with you?  
**[RECRUIT MIN 3 per group]**

Yes	1
No	2



Q3) How many people above the age of 18 are there in your household?

One	1
More than one	2

Q4) Could you please tell me what is the last level of education that you have completed?

Some high school	1	}	<b>ENSURE</b>
Completed high school	2		<b>GOOD</b>
Some College/University	3		<b>MIX PER</b>
Completed College/University	4		<b>GROUP</b>
RF/DK	9		

Q5) What is your current employment status?

Working full-time	1	}	<b>MAX 3 PER GROUP</b>
Working part-time	2		
Self-employed	3		
Retired	4		
Currently not working	5		
Student	6		
Other	7		
DK/RF	9		

Q6) [IF EMPLOYED/RETIRED] What is/was your current/past occupation? (PLEASE SPECIFY)

Q7) Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes [READ LIST]?

Under \$20,000	1	}	<b>Ensure good mix by...</b>
\$20,000 to just under \$ 40,000	2		<b>Recruiting 2-3 from the below</b>
\$40,000 to just under \$ 60,000	3		<b>\$40K category</b>
\$60,000 to just under \$ 80,000	4		<b>Recruiting 3-4 from the between</b>
\$80,000 to just under \$100,000	5		<b>\$40 and \$80K category</b>
\$100,000 to just under \$150,000	6		<b>Recruiting 5-6 from the above</b>
\$150,000 and above	7		
DK/RF	99		

Q8) DO NOT ASK – NOTE GENDER

} **ENSURE 50-50 SPLIT**





Male	1
Female	2

Q9) If you won a million dollars what would be the first two things you would do with the money? **(MUST HAVE TWO RESPONSES TO ACCEPT. TERMINATE IF FLIPPANT, COMBATIVE OR EXHIBITS DIFFICULTY IN RESPONDING)**

***TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY OR IF YOU HAVE A CONCERN.***

During the discussion, you will be audio- and videotaped. This taping is being done to assist us with our report writing. Also, in this room there is a one-way mirror. Sitting behind the mirror may be Government of Canada staff, including members of the staff from the department that sponsored this research, and by staff members from Ipsos. This is standard focus group procedure to get a first-hand look at the research process and to hear first-hand your impressions and views on the research topic.

Do you agree to be observed for research purposes only?

Yes	1	THANK & GO TO INVITATION
No	2	THANK & TERMINATE

**\*\*\*\*(IN EACH LOCATION, PLEASE ENSURE TWELVE (12) PARTICIPANTS ARE RECRUITED FOR 8-10 TO SHOW)\*\*\*\***

**[Read to Stand-by Respondents]**

Thank you for answering my questions. Unfortunately, at this time, the group you qualify for is full. We would like to place you on our stand-by list. This means that if there is an opening in the group, we would then call you back and see if you are available to attend the discussion. May I please have a daytime contact number, an evening contact number and an email address, if you have one, so that we can contact you as soon as possible if an opening becomes available?

**[RECORD CONTACT INFO]**

**[Read to Screened in Respondents]**

Wonderful, you qualify to participate in one of these group discussions which will take place on, (DATE) @ (TIME) for no more than 2 hours. The Government of Canada is sponsoring this research. All those who participate will receive a **\$75** honorarium as a thank you for their time.

Do you have a pen handy so that I can give you the address where the group will be held? It will be held at:

Location	Time	Date
----------	------	------



<b>Drummondville (French)</b> Best Western Hotel Universel 915, rue Hains	Group 1 – 5:30pm Group 2 – 7:30pm	January 24 <sup>th</sup> , 2017
<b>Moncton (English)</b> M5 Marketing 720 Main Street 3 <sup>rd</sup> Floor	Group 1 – 5:30pm Group 2 – 7:30pm	January 25 <sup>th</sup> , 2017
<b>Mississauga (English)</b> Infoquest Focus Group Inc. 6655 Kitimat Rd #12	Group 1 – 5:30pm Group 2 – 7:30pm	January 26 <sup>th</sup> , 2017
<b>Regina (English)</b> Cor Group 1840 McIntyre Street	Group 1 – 5:30pm Group 2 – 7:30pm	January 30 <sup>th</sup> , 2017
<b>Calgary (English)</b> Qualitative Coordination 707 10 Avenue SW, Suite 120	Group 1 – 5:30pm Group 2 – 7:30pm	January 31 <sup>st</sup> , 2017
<b>Saskatoon (English)</b> Inshtrix Research 1-3223 Millar Ave.	Group 1 – 5:30pm Group 2 – 7:30pm	February 1 <sup>st</sup> , 2017

We ask that you arrive at least 20 minutes early to be sure you locate the facility and have time to check-in with the hosts. Prior to being admitted into the focus group room you will be required to sign a non-disclosure agreement, failure to do so will result in you being denied participation in the focus group session for which you have been selected. Payment of the incentive is contingent on participation in the focus group sessions.

In addition, we will be checking your identification prior to the group, so please be sure to bring two pieces of government issued photo identification with you (i.e. driver's license, health card or other). Also, if you require glasses for reading, please bring them with you.

As we are only inviting a small number of people, your participation is very important to us. We have invited you to participate based on the questions we went through a moment ago, so we ask that you do not send a representative on your behalf should you be unable to participate. **IF FOR SOME REASON YOU ARE UNABLE TO ATTEND, PLEASE CALL SO THAT WE MAY GET SOMEONE TO REPLACE YOU.** You can reach us at 1-xxx-xxx-xxxx at our office. Someone will call you the day before to remind you about the discussion.



What would be a good time to reach you?  
And at what telephone numbers?  
May I please get your name? ON FRONT PAGE

**Thank you very much for your help!**



## Annexe D – Guide français – Première semaine

### GUIDE DU MODÉRATEUR – JANVIER 2017 (Première semaine)

#### INTRODUCTION (5 minutes)

- Présentation du modérateur et mot de bienvenue à l'intention des participants au groupe de discussion.
  - Comme nous l'avons indiqué dans le cadre du processus de recrutement, nous tenons des groupes de discussion pour le compte du gouvernement du Canada.
- La rencontre durera environ deux heures. N'hésitez pas à vous absenter en cas de besoin.
- Explication concernant :
  - L'enregistrement audio – La rencontre est enregistrée à des fins d'analyse, au cas où il serait nécessaire de révérifier la teneur des échanges. Les bandes audio demeurent en notre possession et ne seront transmises à personne sans le consentement écrit de tous les participants.
  - Le miroir d'observation – Derrière la vitre, des observateurs représentant le gouvernement assistent à la rencontre.
  - Il est également important de savoir que vos réponses d'aujourd'hui n'auront aucune incidence sur vos échanges avec le gouvernement du Canada.
  - La confidentialité – Soyez assurés que tout ce que vous direz au cours de la rencontre sera tenu strictement confidentiel. Nous n'attribuons pas les commentaires à des personnes en particulier. Notre rapport présente un sommaire des faits saillants de la rencontre, mais aucun nom n'y est mentionné. Le rapport peut être consulté à la Bibliothèque du Parlement ou à Archives Canada.
- Description du fonctionnement d'un groupe de discussion :
  - Les groupes de discussion favorisent une discussion franche et ouverte. En qualité de modérateur, mon rôle est de guider la discussion et d'encourager tout un chacun à y prendre part. Une autre fonction du modérateur est de veiller à ce que la discussion ne dérape pas et respecte l'horaire prévu.
  - Votre rôle consiste à répondre aux questions et à exprimer vos opinions. Nous voulons connaître toutes les opinions, qu'elles soient minoritaires ou majoritaires. N'hésitez donc pas à vous exprimer, même si vous croyez que votre opinion est différente de celles des autres participants. Les autres peuvent ou non partager votre point de vue. L'opinion de chacun est importante et mérite le respect.
  - J'aimerais également souligner qu'il n'y a pas de mauvaises réponses. Nous cherchons simplement à connaître vos opinions et attitudes. Il ne s'agit pas d'un test de connaissances. Nous n'attendons aucune préparation de votre part en prévision de cette rencontre.

Veillez noter que le modérateur n'est pas un employé du gouvernement du Canada et qu'il est possible qu'il ne soit pas en mesure de répondre à certaines de vos questions concernant le sujet de la discussion. Si des questions importantes sont soulevées pendant la rencontre, nous tenterons d'obtenir les réponses avant votre départ.



- (Le modérateur se présente). Les participants se présentent en mentionnant seulement leur prénom.
  - Quels sont vos passions ou vos passe-temps principaux?

### **RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT (10 minutes)**

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu dernièrement sur le gouvernement du Canada?

### **BANQUE DE L'INFRASTRUCTURE (20 minutes)**

- Au cours de la dernière année, avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des investissements du gouvernement fédéral dans l'infrastructure?
  - SONDER : Qu'avez-vous entendu exactement?
- Le gouvernement du Canada s'est engagé à investir plus de \$180 milliards de dollars dans le domaine de l'infrastructure. À votre avis, à quelle étape en sont la plupart de ces engagements?
  - Le gouvernement du Canada en est-il encore à prendre des décisions sur des projets, a-t-il annoncé comment l'argent sera dépensé, les chantiers sont-ils en cours ou des projets ont-ils été terminés?

#### **INFORMATION POUR L'ANIMATEUR :**

En tenant compte des programmes existants en infrastructure, des nouveaux investissements annoncés dans le Budget 2016 et des investissements additionnels contenus dans l'Énoncé budgétaire automnal, le Gouvernement du Canada investira plus de 180 milliards \$ en infrastructures.

- Avez-vous entendu parler de la Banque de l'infrastructure du Canada?
  - SONDER : Qu'avez-vous entendu exactement?

#### **DOCUMENT À DISTRIBUER :**

- Voici un document sur l'infrastructure. À l'aide des marqueurs fournis, j'aimerais que vous surligniez ce qui vous plaît en (COULEUR), ce qui vous déplaît en (COULEUR) et tout ce qui prête à confusion en (COULEUR).

Toutes les infrastructures publiques, ou presque toutes, par exemple les refuges pour sans-abris ou les usines d'épuration ou de traitement des eaux, sont financées par le gouvernement. Une certaine partie des infrastructures est financée uniquement par le secteur privé, par exemple au moyen d'investissements dans de nouvelles entreprises. Toutefois, certains projets se situent entre les deux, c'est-à-dire qu'ils peuvent générer des revenus et pourraient attirer des investisseurs du secteur privé pour compléter les fonds publics. Un partenariat entre des bailleurs de fonds publics et privés pourrait s'avérer avantageux pour des projets d'infrastructure dans des domaines comme l'énergie, les ports et les ponts à péage.

Voilà pourquoi nous créons la Banque de l'infrastructure du Canada : consacrer du capital privé à la conception de nouveaux projets d'infrastructure qui ne pourraient pas se concrétiser sans investissements du secteur privé. Nous avons pris un engagement historique en matière d'investissement public pour les projets d'infrastructure, et nous pourrions en faire encore plus en mobilisant le secteur privé.

Auparavant, le gouvernement fédéral disposait d'un ensemble d'outils limité pour financer les projets d'infrastructure. Nous pouvions octroyer des subventions, mais il n'existait aucune solution de rechange si un soumissionnaire exigeait davantage que le capital disponible. La Banque de l'infrastructure élargit l'offre que nous pouvons faire à nos soumissionnaires en plus des subventions, notamment des prêts, des garanties de prêts et la participation au capital social. Ces outils permettent d'attirer le capital privé et de s'assurer que les fonds publics soient utilisés de manière efficace et productive. Si les projets génèrent des résultats exceptionnels, le public récolte des profits qui peuvent être réinvestis dans d'autres projets.

La Banque de l'infrastructure constitue une partie de notre plan, plus précisément 8 % du financement. Nous aspirons à ce qu'elle nous permette d'attirer encore plus de capital et de construire encore plus que ce que nos capacités nous permettaient de faire de manière indépendante.

- Après avoir lu les explications, comprenez-vous le rôle de la Banque de l'infrastructure?
  - Pouvez-vous me l'expliquer dans vos propres mots?
- Y a-t-il quoi que ce soit qui prête à confusion dans ces explications?
- À votre avis, quels sont les avantages de la Banque?
- Quelles sont vos préoccupations au sujet de la Banque?

### **LOGEMENT (15 minutes)**

- Existe-t-il des défis en matière de logement abordable au Canada?
  - Si oui – Décrivez-moi, dans vos propres mots, quels sont les défis en matière de « logement abordable ».
    - Inciter au besoin : p. ex., prix élevé à l'achat d'une maison? Itinérance? Groupes en particulier en difficulté? Etc.
- Pour remédier au problème, le gouvernement du Canada devrait-il concentrer ses efforts sur la construction de logements plus abordables ou sur l'octroi de subventions pour aider les gens à avoir accès aux logements existants?
- J'aimerais discuter en particulier des subventions pendant quelques instants, mais cela ne signifie pas que des subventions ne pourraient pas être versées pendant que le gouvernement déploie d'autres mesures pour la construction de logements.

- Si le gouvernement du Canada fournissait des subventions pour aider les Canadiens à faible revenu à se loger, serait-il plus logique d'intervenir directement auprès des personnes pour les aider à payer leur logement ou auprès des propriétaires afin qu'ils diminuent les loyers?
  - Quels sont les avantages et les inconvénients de chaque approche?

**SONDER AU BESOIN :**

- Certains disent qu'en remettant la subvention aux personnes, il est plus facile pour elles de déménager d'un immeuble à logements abordables à un autre, ce qui intensifie la concurrence et encourage les propriétaires à construire d'autres logements et à mieux traiter les locataires. Êtes-vous d'accord avec cet argument?
- Si la subvention est remise aux propriétaires, croyez-vous que les propriétaires devraient avoir la possibilité de consacrer les fonds aux besoins les plus importants, par exemple à la rénovation des immeubles, à la modernisation des systèmes d'énergie, etc. OU que des conditions devraient être établies pour veiller à ce que les subventions servent à réduire le prix des loyers?

**ENTREPRISES NOVATRICES (15 minutes)**

- Je vais décrire un programme du gouvernement du Canada et j'aimerais savoir ce que vous en pensez :

Ce programme est semblable à l'American Small Business Innovation Research Program et vise à positionner le gouvernement du Canada comme intermédiaire pour permettre à des entreprises canadiennes novatrices de commercialiser leurs technologies. Ainsi, le gouvernement invitera des entreprises novatrices à résoudre des problèmes gouvernementaux complexes en trouvant des façons dont le gouvernement peut utiliser les produits qu'ils fabriquent, agissant ainsi comme « premier acheteur ».

- Pour commencer, que pensez-vous de ce programme?
  - Quels en sont les avantages selon vous?
  - Des inconvénients?

**DOCUMENT À DISTRIBUER :**

- J'ai une liste de noms possibles pour le programme et j'aimerais connaître les deux que vous préférez. Inscrivez « 1 » à côté de celui que vous préférez et « 2 », à côté de celui qui vient au deuxième rang :
  - Le programme canadien pour les entreprises de la recherche sur l'innovation (Canadian Business Innovation Research)
  - Solutions Canada (Solutions Canada)

- Le Canada innove (Canada Innovates)
  - Le Canada acquiert l'innovation (Canada Buys Innovation)
  - Solutions innovatrices Canada (Innovative Solutions Canada)
- Quel nom avez-vous choisi au premier rang? Pourquoi est-ce votre préféré?
  - Y a-t-il des noms de cette liste qui vous déplaisent? Pourquoi?

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX POUR LE MODÉRATEUR :**

Le Small Business Innovation Research Program (SBIR) encourage les petites entreprises américaines à participer à la recherche/recherche et développement (R/R et D) fédérale qui présente un potentiel de commercialisation. Par l'intermédiaire d'un programme de subventions concurrentiel, le SBIR permet aux petites entreprises d'explorer leur potentiel technologique et fournit une mesure incitative pour tirer profit de sa commercialisation. L'intégration des petites entreprises qualifiées dans les activités nationales de recherche et

**LA SANTÉ (20 MINUTES)**

**SONDER AU BESOIN**

- Qu'avez-vous entendu dernièrement sur les soins de santé?
  - Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de nouvelles ententes de financement entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial? (si oui, veuillez m'expliquer ce que vous avez entendu dans vos propres mots)
- Ne pensant pas seulement aux *soins* de santé, mais plutôt à *la santé* en général, est-ce que le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour encourager les Canadiens à avoir des styles de vie plus sains?
  - Si oui, quoi ou comment plus précisément?

**EXERCICE SUR PAPIER :**

- Je vais vous remettre un document présentant certaines actions que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour encourager les styles de vie plus sains. Veuillez svp indiquer pour chacune si elle mérite un pouce vers le haut ou un pouce vers le bas.

Campagnes de publicités faisant la promotion de l'activité physique

Interdire la publicité pour des aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants

Introduire une taxe sur les boissons gazeuses et autres breuvages sucrés





## Forcer les restaurants à afficher les calories sur leurs menus

- Que pensez-vous de l'idée d'une taxe sur les boissons sucrées d'environ 3 sous pour une canette de boisson gazeuse si l'argent obtenu servait à financer les soins de santé?
  - Serait-il préférable de se servir de des revenus pour les soins de santé en général, ou pour des programmes visant à lutter contre l'obésité chez les jeunes?
  - Certains croient que cette taxe va avoir un impact plus grand pour les gens à plus faible revenu. Si cette taxe était mise en place et qu'elle avait effectivement un impact plus grand pour les gens à faible revenu, est-ce qu'une portion des revenus devrait être utilisée pour donner un rabais aux Canadiens à faible revenu?

## JUSTICE (15 MINUTES)

- Si vous deviez expliquer notre système de justice à un enfant, vous lui diriez que son objectif principal est quoi exactement?
  - Certains pensent que l'objectif est avant tout de **punir** les criminels, alors que d'autres pensent qu'il sert surtout à la **prévention** du crime et d'autres, qu'il doit avant tout servir à **réhabiliter** les criminels. Est-ce que ces objectifs vous disent quelque chose?
- Y a-t-il des changements majeurs que nous devrions apporter au système de justice du Canada, selon vous?
- Croyez-vous que notre système de justice est trop dur envers les criminels, trop mou ou qu'il est bien équilibré?
  - Y a-t-il des genres de crimes en particulier pour lesquels vous croyez que le système est trop dur ou trop mou?

## EXERCICE SUR PAPIER :

- Je vais vous distribuer un document avec des objectifs. J'aimerais que vous fassiez de nouveau l'exercice du pouce vers le bas et vers le haut, en pensant cette fois à la performance du système de justice du Canada sur ces sujets :

S'assurer de la sécurité et de la protection des Canadiens à long terme

S'assurer que les criminels assument la responsabilité de leurs actes et qu'ils rendent des comptes

Donner l'opportunité de réparer les torts faits aux victimes et à la communauté, et restaurer les relations (clarifier au besoin : entre la victime, la communauté et le ou la contrevenant(e))



Soutenir les contrevenants dans leurs efforts de retrouver le droit chemin et s’attaquer aux causes de l’activité criminelle (clarifier au besoin : problèmes de santé mentale, toxicomanie, gestion de colère et des risques déficiente, pauvreté et marginalisation sociale)

SONDER SUR LES RÉPONSES SELON LE TEMPS QUI RESTE

### **FORCES ARMÉES CANADIENNES (20 MINUTES)**

EXERCICE SUR PAPIER

Je vais maintenant vous remettre un autre document contenant des mots qui peuvent servir à décrire les Forces armées canadiennes. Veuillez encercler les mots qui vous semblent bons pour décrire les Forces armées canadiennes. Puis veuillez maintenant souligner le mot ou l’expression qui vous semble le ou la meilleur(e) pour les décrire.

Centrées sur l’action

Capables

Résolues

Livrent des résultats

Diversifiées

Efficaces

Engagées

Flexibles

Interopérables

Opérationnelles

Professionnelles

Versatiles

Autres (préciser : \_\_\_\_\_)

- Quel mot ou expression avez-vous souligné comme étant le ou la meilleur(e)? Pourquoi avoir choisi ce terme?
- Pour les mots que vous n’avez pas encerclés, pourquoi ne pas les avoir choisis? Que devrait changer pour que vous pensiez aux Forces canadiennes de cette manière?

### **CONCLUSION (5 minutes)**

Nous avons couvert un grand nombre de sujets et je vous remercie d’avoir consacré du temps et de l’énergie pour venir nous faire part de votre opinion aujourd’hui. Votre opinion est très importante et éclairante! Pour conclure, j’aimerais savoir si vous avez d’autres commentaires que vous voudriez communiquer au gouvernement du Canada.



## Annexe E – Guide anglais – Première semaine

### MODERATOR'S GUIDE – JANUARY 2017

#### INTRODUCTION (5 Minutes)

- Introduce moderator and welcome participants to the focus group.
  - As we indicated during the recruiting process, we are conducting focus group discussions on behalf of the Government of Canada.
- The discussion will last approximately 2 hours. Feel free to excuse yourself during the session if necessary.
- Explanation re:
  - Audio-taping – The session is being audio-taped for analysis purposes, in case we need to double-check the proceedings against our notes. These audio-tapes remain in our possession and will not be released to anyone without written consent from all participants.
  - One-way mirror – There are observers representing the government who will be watching the discussion from behind the glass.
  - It is also important for you to know that your responses today will in no way affect your dealings with the Government of Canada.
  - Confidentiality – Please note that anything you say during these groups will be held in the strictest confidence. We do not attribute comments to specific people. Our report summarizes the findings from the groups but does not mention anyone by name. The report can be accessed through the Library of Parliament or Archives Canada.
- Describe how a discussion group functions:
  - Discussion groups are designed to stimulate an open and honest discussion. My role as a moderator is to guide the discussion and encourage everyone to participate. Another function of the moderator is to ensure that the discussion stays on topic and on time.
  - Your role is to answer questions and voice your opinions. We are looking for minority as well as majority opinion in a focus group, so don't hold back if you have a comment even if you feel your opinion may be different from others in the group. There may or may not be others who share your point of view. Everyone's opinion is important and should be respected.
  - I would also like to stress that there are no wrong answers. We are simply looking for your opinions and attitudes. This is not a test of your knowledge. We did not expect you to do anything in preparation for this group.

Please note that the moderator is not an employee of the Government of Canada and may not be able to answer some of your questions about what we will be discussing. If important questions do come up over the course of the group, we will try to get answers for you before you leave.

- (Moderator introduces herself/himself). Participants should introduce themselves, using their first names only.
  - What are your main hobbies or pastimes?

## GOVERNMENT ACTIONS (10 minutes)

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada lately?

## INFRASTRUCTURE BANK (20 minutes)

- Have you heard anything over the past year about federal government investments in infrastructure?
  - PROBE: What specifically have you heard?
- The Government of Canada has committed more than \$180 billion for infrastructure. What is your sense as to what stage most of these commitments are at?
  - Is the Government of Canada still deciding on projects, have they announced where the money will be spent, are shovels in the ground, or are projects completed?

### BACKGROUND INFORMATION FOR THE MODERATOR:

Taking into account existing infrastructure programs, new investments made in Budget 2016 and the additional investments contained in the *Fall Economic Statement*, the Government of Canada will be investing more than \$180 billion in infrastructure.

- Have you heard about the Canada Infrastructure Bank?
  - PROBE: What specifically have you heard?

### HANDOUT:

- I've got a handout about infrastructure. Using the highlighters provided, I'd like you to highlight what you like in (COLOUR), what you don't like in (COLOUR), and anything you find confusing in (COLOUR).

Most, if not all, public infrastructure is funded by government, such as homeless shelters. There is some infrastructure that is only funded by the private sector, like new business investment for example. But there are some projects that sit in the middle – they generate revenues and could attract private sector investors to supplement public funds. From energy infrastructure to ports to toll bridges, these types of projects could benefit from a partnership between public and private funders.

This is why we are developing the Canada Infrastructure Bank, to attract private capital to build new infrastructure projects that would not be able to go ahead without private investment. We have made a historic commitment to public investment in infrastructure and by engaging the private sector we will be able to do even more.

The federal government previously had a limited set of tools to fund infrastructure. We gave grants but if a proponent wanted more capital beyond what was available, there was no alternative. The Infrastructure Bank broadens what we can offer proponents in addition to grants: loans, loan guarantees, and equity participation, among others. These tools attract private capital, and ensure the



efficient and effective use of public funds. If they do very well, the public will get returns as well that can be reinvested in other projects.

The Infrastructure Bank is one part of our plan – 8% of the dollars to be exact. And our goal is that it allows us to bring even more capital and build even more than we were able to do on our own.

- Having read this explanation, do you understand what the Infrastructure Bank does?
  - Can you explain it to me in your own words?
- Was there anything in this explanation you found confusing?
- What do you see as the benefits of the Bank?
- What concerns do you have about the Bank?

### **HOUSING (15 minutes)**

- Are there challenges around affordable housing in Canada?
  - If yes – Describe to me in your own words, what the challenges are around “affordable housing”
    - Prompt as necessary: e.g. high cost of buying home? Homelessness? specific groups who are having trouble? etc.
- To respond to this problem, should the Government of Canada focus on getting more affordable housing built, or on providing subsidies to help individuals better afford existing housing?
- I want to focus on the subsidy side for a second, but that’s not to say this couldn’t be done while the government is doing other things to help get more housing built:
- If the Government of Canada were going to provide subsidies to help lower income Canadians afford housing, does it make more sense for it to go directly to individuals to help them pay for housing, or to housing providers so that they can cut rents?
  - What are some of the benefits and drawbacks of each approach?

### **PROBE AS NEEDED:**

- Some people say that by giving it to individuals, it makes it easier for them to move to different affordable housing buildings, which creates more competition and encourages housing providers to build more housing and treat tenants better. Do you agree with this argument?
- If the subsidy goes to providers, do you think the providers should be able to direct the funds to where they feel it is most needed, such as building upgrades, energy retrofits, etc. OR do should there be conditions in place to make sure it goes to cut rent costs?

## INNOVATIVE BUSINESSES (15 minutes)

- I'm going to describe a Government of Canada program and I'd like to get your opinions of it:

The program is similar to the American Small Business Innovation Research Program, and aims to position the Government of Canada as a conduit for innovative Canadian businesses to commercialize their technologies. What this means is that the government will invite innovative businesses to solve complex government problems by finding places where government can use the products they produce, thereby acting as a 'first-buyer'.

- First off, what do you think of this program?
  - What do you see as the benefits?
  - Any drawbacks?

### HANDOUT:

- I have a list of possible names for the program, and I'd like you to rank your top 2. Put '1' beside your favourite, and '2' beside your second favourite:

Canadian Business Innovation Research (Le programme canadien pour les entreprises de la recherche sur l'innovation)

Canadian Innovation Marketplace

Solutions Canada (Solutions Canada)

Canada Innovates (Le Canada innove)

Canada Buys Innovation (Le Canada acquiert l'innovation)

Innovative Solutions Canada (Solutions innovatrices Canada)

- What did you pick as number 1? Why is it your favourite?
- Are there any names on this list that rub you the wrong way? Why?

### **BACKGROUND INFORMATION FOR THE MODERATOR:**

The Small Business Innovation Research (SBIR) program encourages US small businesses to engage in Federal Research/Research and Development (R/R&D) that has the potential for commercialization. Through a competitive awards-based program, SBIR enables small businesses to explore their technological potential and provides the incentive to profit from its commercialization. By including qualified small businesses in the nation's R&D arena, high-tech innovation is stimulated and the United States gains entrepreneurial spirit as it



## HEALTH CARE (20 minutes)

- What have you heard about health care lately?
  - Have you heard anything about new funding arrangements between the federal and provincial government? (if yes, explain this to me in your own words)
- Moving off the topic of health *care* to the topic of *health* more broadly, should the Government of Canada be doing more to encourage Canadians to live healthy lifestyles?
  - (IF YES) What specifically?

### HANDOUT:

- I'm going to give you a handout with some possible things the Government of Canada could do to encourage healthy lifestyles. Please give each a thumbs up or thumbs down.

Advertising campaigns promoting physical activity

Ban advertising of unhealthy foods which is targeted to children

Introduce a tax on soda pop and sugary drinks

Force restaurants to list calorie counts on their menus

- How would you feel about a tax on sugary drinks that would work out to about 3 cents for a can of soda pop if the money raised went to health care?
  - Would it be better to use revenue for health care more broadly, or for programs designed to fight childhood obesity?
  - Some people say that this tax would impact lower income Canadians more. Given this, if this tax were implemented, should a portion of the revenue go towards a rebate for lower income Canadians?

## JUSTICE (15 minutes)

- If you were trying to explain our justice system to a child, what would you say is the main purpose of it?
  - Some people say the system is about **punishing** criminals, some say it's about **preventing** crime, some say it's about **rehabilitating** criminals. Do any of these themes strike a chord with you?
- Are there any broad changes you think are needed to Canada's Justice system?
- Do you think the system is too hard on criminals, too soft, or strikes the right balance?
  - Are there specific crimes or areas where you feel the system is too hard or too soft?

**HANDOUT:**

- I'm going to give you a handout with some objectives. Please give each a thumbs up or thumbs down in terms of how you think Canada's criminal justice system is doing in this respect:

Ensuring the safety and long term protection of Canadians

Ensuring offenders take responsibility for their actions and are held accountable

Providing an opportunity to repair harm done to victims and the community, and restoring relationships (CLARIFY AS NECESSARY: between the victim, the community and the offender)

Providing support to help offenders onto a better path and addressing the root problems behind criminal activity (CLARIFY AS NECESSARY: such as mental health issues, addiction, limited anger and risk-management skills, poverty, and social marginalization)

PROBE ON RESPONSES AS TIME PERMITS

**CANADIAN ARMED FORCES (20 minutes)**

**HANDOUT:**

I'm going to give you a handout with some possible words to describe the Canadian Armed Forces. Please circle any words that you feel are good ways to describe the Canadian Armed Forces. Then, underline the word that you think is the best way to describe the Canadian Armed Forces.

NOTE: IN ALPHABETICAL ORDER HERE FOR EASE OF REFERENCE; DOES NOT NEED TO BE PRESENTED THIS WAY TO PARTICIPANTS

Action-oriented

Capable

Decisive

Delivering results

Diverse

Effective

Engaged

Flexible

Interoperable

Operational

Professional

Versatile

Something else (Specify)

- What word did you underline? Why does that stand out to you as the best descriptor?
- For the words that you did not circle, why did you not circle them? What would need to change in order for you to think of the Canadian Armed Forces this way?



- (Depending on how much time we have, choose 2-4 different words for each group) Thinking specifically of the word [word from list above], what comes to mind when you think about a military that is described this way?

### **CONCLUSION (5 Minutes)**

We have covered a lot of topics today and really appreciate you taking the time and energy to come down here and give your opinion. Your input is very important and insightful! To conclude, I wanted to ask you whether you have any last thoughts that you want to give the Government of Canada?



## Annexe F – Guide français – Deuxième semaine

### GUIDE DU MODÉRATEUR – JANVIER 2017 (Semaine numéro deux)

#### INTRODUCTION (5 minutes)

- Présentation du modérateur et mot de bienvenue à l'intention des participants au groupe de discussion.
  - Comme nous l'avons indiqué dans le cadre du processus de recrutement, nous tenons des groupes de discussion pour le compte du gouvernement du Canada.
- La rencontre durera environ deux heures. N'hésitez pas à vous absenter en cas de besoin.
- Explication concernant :
  - L'enregistrement audio – La rencontre est enregistrée à des fins d'analyse, au cas où il serait nécessaire de révérifier la teneur des échanges. Les bandes audio demeurent en notre possession et ne seront transmises à personne sans le consentement écrit de tous les participants.
  - Le miroir d'observation – Derrière la vitre, des observateurs représentant le gouvernement assistent à la rencontre.
  - Il est également important de savoir que vos réponses d'aujourd'hui n'auront aucune incidence sur vos échanges avec le gouvernement du Canada.
  - La confidentialité – Soyez assurés que tout ce que vous direz au cours de la rencontre sera tenu strictement confidentiel. Nous n'attribuons pas les commentaires à des personnes en particulier. Notre rapport présente un sommaire des faits saillants de la rencontre, mais aucun nom n'y est mentionné. Le rapport peut être consulté à la Bibliothèque du Parlement ou à Archives Canada.
- Description du fonctionnement d'un groupe de discussion :
  - Les groupes de discussion favorisent une discussion franche et ouverte. En qualité de modérateur, mon rôle est de guider la discussion et d'encourager tout un chacun à y prendre part. Une autre fonction du modérateur est de veiller à ce que la discussion ne dérape pas et respecte l'horaire prévu.
  - Votre rôle consiste à répondre aux questions et à exprimer vos opinions. Nous voulons connaître toutes les opinions, qu'elles soient minoritaires ou majoritaires. N'hésitez donc pas à vous exprimer, même si vous croyez que votre opinion est différente de celles des autres participants. Les autres peuvent ou non partager votre point de vue. L'opinion de chacun est importante et mérite le respect.
  - J'aimerais également souligner qu'il n'y a pas de mauvaises réponses. Nous cherchons simplement à connaître vos opinions et attitudes. Il ne s'agit pas d'un test de connaissances. Nous n'attendons aucune préparation de votre part en prévision de cette rencontre.

Veillez noter que le modérateur n'est pas un employé du gouvernement du Canada et qu'il est possible qu'il ne soit pas en mesure de répondre à certaines de vos questions concernant le sujet de la



discussion. Si des questions importantes sont soulevées pendant la rencontre, nous tenterons d’obtenir les réponses avant votre départ.

- (Le modérateur se présente). Les participants se présentent en mentionnant seulement leur prénom.
  - Quels sont vos passions ou vos passe-temps principaux?

### **RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT (10 minutes)**

- Qu’avez-vous vu, lu ou entendu dernièrement sur le gouvernement du Canada?

### **DÉFIS POUR LES CANADIENS (25 minutes)**

FEUILLE :

- Je vais vous remettre une feuille sur laquelle figurent divers éléments. Je vous demanderais de cocher tous ceux qui constituent selon vous une préoccupation majeure dans votre communauté.

REMARQUE : LISTE ALPHABÉTIQUE POUR FACILITER LA CONSULTATION; IL N’EST PAS NÉCESSAIRE DE LES PRÉSENTER DANS CET ORDRE AUX PARTICIPANTS.

Rétrécissement de la classe moyenne  
Capacité de réussite des entreprises et des industries locales  
Vieillesse de la population  
Offre de services de garde abordables  
Offre de services de soins de santé  
Offre d’emplois  
Offre de transport en commun  
Offre de services  
Coût du logement  
Criminalité  
Itinérance  
Intégration des immigrants dans la collectivité  
Manque de couverture du réseau de téléphones cellulaires  
Manque de prestations d’assurance-emploi pour ceux qui n’arrivent pas à trouver du travail  
Faibles taux d’obtention de diplômes d’études secondaires  
Pauvreté  
Préservation de la salubrité de l’environnement  
Qualité des routes et des ponts  
Sécurité de la retraite  
Offre de service Internet à haute-vitesse fiable  
Congestion routière  
Départ des jeunes à la recherche d’occasions ailleurs

Je vous demanderais maintenant d’encercler les deux ou trois éléments qui vous préoccupent le plus.

SI LE TEMPS LE PERMET – PARLER DE QUELQUES ENJEUX QUI ONT ÉTÉ ENCERCLÉS :

- Quel est le problème *exactement*? *Pourquoi* est-ce un problème?
- S'agit-il d'une situation qui s'est détériorée au cours des dernières années ou d'un problème qui a toujours existé?
- Est-ce que le gouvernement fédéral a fait quoi que ce soit pour palier à ce problème?
- *Qu'est-ce que* le Gouvernement du Canada pourrait faire?
  
- Y a-t-il quoi que ce soit qui manque dans cette liste?

**ACTION DU GOUVERNEMENT (30 minutes)**

- Quelle est selon vous la principale chose pour laquelle le gouvernement du Canada a misé juste au cours de la dernière année?
- Quelle est selon vous la principale chose pour laquelle le gouvernement a raté la cible au cours de la dernière année?

FEUILLE :

- Voici quelques-unes de mesures prises par le gouvernement du Canada au cours de la dernière année. Veuillez encercler jusqu'à cinq mesures de cette liste qui auront selon vous l'incidence la plus positive sur vous et votre communauté.

REMARQUE : PRÉSENTATION EN ORDRE ALPHABÉTIQUE POUR FACILITER LA CONSULTATION; IL N'EST PAS NÉCESSAIRE DE LES PRÉSENTER AINSI AUX PARTICIPANTS.

Approuver le projet de pipeline de Kinder Morgan et le projet de remplacement de la Ligne 3  
Réduire les impôts de la classe moyenne et hausser les impôts des mieux nantis  
Donner accès aux prestations d'assurance-emploi aux Canadiens des régions touchées par d'importantes pertes d'emploi  
Augmenter le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu  
Augmenter les taux d'immigration  
Imposer une tarification nationale de la pollution par le carbone  
Instaurer l'allocation canadienne pour enfants  
Investir 165 millions de dollars dans la Stratégie emploi jeunesse  
Ordonner la tenue d'une enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées  
Abaisser de 67 à 65 ans l'âge d'admissibilité aux prestations de la Sécurité de la vieillesse  
Permettre l'accès gratuit aux parcs nationaux en 2017  
Imposer l'élimination de la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2030  
Rejeter le projet de pipeline Northern Gateway  
Rouvrir neuf bureaux des anciens combattants  
Signer une entente avec la Chine pour faire en sorte que les agriculteurs canadiens puissent continuer d'y vendre leur canola  
Signer une entente avec les provinces pour renforcer le Régime de pensions du Canada  
Signer un accord de libre-échange avec l'Union européenne



**INCLURE CE QUI SUIT DANS LES GROUPES DE SASKATCHEWAN SEULEMENT :**

Financer 10 projets d'infrastructures liés à l'eau et aux eaux usées à Regina et à Saskatoon

Financer 12 projets visant l'achat de bus et la modernisation des systèmes de transport en commun à Regina et à Saskatoon

Signer une entente de financement fédéral, provincial et municipal de 237 millions de dollars pour des projets d'infrastructures en Saskatchewan

Signer avec la Saskatchewan une entente dans le domaine des soins de santé afin d'accroître le financement des soins à domicile et les soins de santé mentale

**INCLURE CE QUI SUIT DANS LES GROUPES DE CALGARY SEULEMENT :**

Financer 17 projets d'infrastructures liés à l'eau et aux eaux usées à divers endroits en Alberta

Financer l'achat de nouveaux bus, le prolongement du train léger sur rail et la modernisation des systèmes de transport en commun à Calgary et à Edmonton

Signer une entente de financement fédéral, provincial et municipal de plus d'un milliard de dollars pour des projets d'infrastructures en Alberta

- Y a-t-il quoi que ce soit sur cette liste dont vous n'aviez jamais entendu parler ou que vous êtes surpris d'apprendre?
- Veuillez songer à la mesure que vous avez encerclée qui aura l'incidence la plus positive sur vous et votre communauté. Pouvez-vous m'expliquer ce que sera cette incidence positive?
- Y a-t-il quoi que ce soit sur cette liste qui aura selon vous une incidence négative sur vous et votre communauté?
  - SONDER : Pourquoi exactement cela aura-t-il une incidence négative selon vous?

**ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT (45 minutes)**

Tel que mentionné dans l'exercice précédent, le gouvernement du Canada a récemment approuvé le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain de Kinder Morgan et le projet de remplacement de la Canalisation 3 d'Enbridge, et refusé le projet Enbridge Northern Gateway, en plus de décréter un moratoire sur le transport de pétrole brut dans les eaux de la côte nord de la Colombie-Britannique.



**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX POUR LE MODÉRATEUR :**

*Pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan :* Le pipeline existant permet le transport d'un mélange de produits pétroliers d'Edmonton à un terminal de Burnaby (Colombie-Britannique), près de Vancouver. Le projet d'agrandissement prévoit l'installation d'un deuxième pipeline pour augmenter la capacité de transport. Les produits pétroliers seront exportés vers des marchés américains et asiatiques. Certains des produits sont également destinés à la raffinerie Chevron, dans la région de Vancouver.

*Canalisation 3 d'Enbridge :* Le pipeline existant permet le transport d'une variété de pétroles bruts d'Edmonton à un terminal de Superior (Wisconsin) à partir duquel le pétrole brut peut être transporté vers des marchés de raffinage à Chicago, sur la Côte du Golf et dans l'Est des États-Unis et du Canada. Le projet prévoit le remplacement de 1 067 kilomètres de pipeline existant de Hardisty (Alberta) à Gretna (Manitoba).

*Northern Gateway :* Le projet comprenait une proposition de pipeline qui aurait transporté du pétrole de Bruderheim (Alberta) vers un terminal d'exportation à Kitimat (C.-B.) et de pipeline double qui aurait transporté des condensats liquides (les condensats liquides sont des produits nécessaires pour le traitement des sables bitumineux de l'Alberta) importés dans la direction opposée, vers l'Alberta.

- Quels sont les avantages potentiels et les préoccupations que vous avez concernant l'approbation du pipeline de Kinder Morgan par le gouvernement du Canada? (*Inscrire sur le tableau de papier*)
  - SONDER à savoir si les bénéfices ou les inquiétudes sont reliés à l'impact sur les gens de leur province, ou plutôt pour le Canada en général
- Avez-vous déjà entendu parlé du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, signé en décembre dernier?
  - Pouvez-vous m'expliquer ce plan?

**PRÉSENTER LE RÉSUMÉ :**

Ce cadre de travail porte sur la réduction des gaz à effet de serre au Canada et mise sur les possibilités économiques de la croissance verte. Voici quelques-unes des mesures qu'il prévoit :

- Imposer une tarification de la pollution par le carbone;
- Élaborer de nouveaux codes du bâtiment pour faire en sorte que les immeubles consomment moins d'énergie;
- Élargir le réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques;
- Éliminer graduellement la production d'électricité à partir du charbon;
- Élargir les réseaux électriques propres et déployer des technologies de réseaux intelligents;
- Utiliser davantage les énergies renouvelables;
- Investir dans le transport en commun et dans des modes de transport écologiques;
- Réduire les émissions de méthane provenant des secteurs pétrolier et gazier.

Nous allons parler plus en détail de quelques-unes de ces mesures dans quelques instants, mais j'aimerais d'abord vous demander de donner un pouce vers le haut ou vers le bas pour évaluer chacun des éléments de la liste (remettre une feuille de travail sur laquelle figure une échelle qui va de deux



pouces vers le haut à deux pouces vers le bas, avec un choix « ? »). Ensuite, veuillez encercler l'élément ou les deux éléments de la liste qui sont les plus significatifs pour vous personnellement, d'une façon positive.

FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS EN SASKATCHEWAN SEULEMENT (SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ SPONTANÉMENT) :

- Avant que nous parlions des éléments de la liste, j'aimerais savoir si, à votre connaissance, le gouvernement de la Saskatchewan a signé cet accord.

(CONFIRMER AU BESOIN : La Saskatchewan n'a pas signé cet accord)

- Savez-vous s'il y a d'autres provinces qui n'ont pas signé cet accord?

(CONFIRMER AU BESOIN : Toutes les autres provinces ont signé l'accord)

- Quel effet cela vous fait-il?

### Tarification du carbone

Parlons maintenant de tarification du carbone.

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé que toutes les provinces et tous les territoires canadiens devront mettre en place une tarification du carbone d'ici 2018.

Les provinces et les territoires pourront opter pour une taxe directe sur le carbone ou pour un système de plafonnement et d'échange.

Le prix sur la pollution causée par le carbone devrait être établi à un minimum de 10 \$ par tonne en 2018, et augmenter de 10 \$ par année pour atteindre 50 \$ par tonne en 2022. Les provinces et territoires qui ont choisi un système de plafonnement et d'échange devront réduire le plafond de carbone pour atteindre la cible d'émissions du Canada. Le gouvernement du Canada fournira un système de tarification pour les provinces et les territoires qui n'auront pas adopté l'un des deux systèmes à la fin de 2018.

Les revenus de la tarification du carbone demeureront dans les provinces et les territoires où ils ont été générés. Les provinces et les territoires utiliseront les revenus de la tarification du carbone comme ils l'entendent.

- À votre avis, quels sont les principaux avantages de cette approche?
- Quels en sont les principaux inconvénients?

DEMANDER EN SASKATCHEWAN SEULEMENT

- Que pensez-vous de l'idée que le gouvernement fédéral fournisse un système aux provinces qui n'en mettent pas un en place?

(DEMANDER À TOUS)

- Comprenez-vous le fonctionnement des deux systèmes envisagés : une taxe sur le carbone et un système de plafond et d'échange?
  - À votre avis, est-ce qu'un de ces systèmes est meilleur que l'autre? Pourquoi?

- À votre avis, à quoi devraient servir les revenus provenant de la tarification du carbone?
- Je vais vous remettre une feuille sur laquelle figurent plusieurs arguments favorables à la tarification du carbone. Je vous demanderais de songer au caractère convaincant à vos yeux de ces arguments favorables à la tarification du carbone (sur l'échelle figurant sur la feuille, de très convaincant à pas très convaincant), et d'encercler l'argument ou les deux arguments que vous trouvez les plus convaincants.
  - Toutes les provinces doivent déployer des efforts puisque la pollution ne connaît pas de frontières
  - Les générations futures méritent un air pur et un environnement sain
  - En agissant dès maintenant, nous créerons les emplois de l'avenir dans les secteurs des technologies propres et des énergies renouvelables
  - Si nous n'agissons pas, nous connaissons de plus en plus de catastrophes naturelles coûteuses et mortelles
  - Nous devons inciter les entreprises à devenir plus écoénergétiques et à trouver des solutions novatrices pour moins polluer.
- Est-ce que l'un ou l'autre de ces arguments modifie votre opinion à l'égard de la tarification du carbone? Pourquoi?
  - (Si aucun) Lequel trouvez-vous le plus convaincant? Pourquoi?

### CONCLUSION (5 minutes)

- Veuillez maintenant songer aux diverses mesures déployées par le gouvernement du Canada : approbations de certains pipelines et refus d'autres, Plan de protection des océans, élimination complète de l'utilisation de l'électricité traditionnelle issue de la combustion de charbon et plan national de prix sur la pollution causée par le carbone. En quelques mots, comment décririez-vous le plan énergétique et environnemental général du Canada dans son intégralité?
  - Dans l'ensemble, quel type de répercussions aura ce plan? (*inscrire les répercussions positives et négatives possibles sur le tableau de papier*)
  - Est-ce qu'il manque quelque chose à ce plan?

Nous avons couvert un grand nombre de sujets et je vous remercie d'avoir consacré du temps et de l'énergie pour venir nous faire part de votre opinion aujourd'hui. Votre opinion est très importante et éclairante! Pour conclure, j'aimerais savoir si vous avez d'autres commentaires que vous voudriez communiquer au gouvernement du Canada.



## Annexe G – Guide anglais – Deuxième semaine

### MODERATOR'S GUIDE – JANUARY 2017

#### INTRODUCTION (5 Minutes)

- Introduce moderator and welcome participants to the focus group.
  - As we indicated during the recruiting process, we are conducting focus group discussions on behalf of the Government of Canada.
- The discussion will last approximately 2 hours. Feel free to excuse yourself during the session if necessary.
- Explanation re:
  - Audio-taping – The session is being audio-taped for analysis purposes, in case we need to double-check the proceedings against our notes. These audio-tapes remain in our possession and will not be released to anyone without written consent from all participants.
  - One-way mirror – There are observers representing the government who will be watching the discussion from behind the glass.
  - It is also important for you to know that your responses today will in no way affect your dealings with the Government of Canada.
  - Confidentiality – Please note that anything you say during these groups will be held in the strictest confidence. We do not attribute comments to specific people. Our report summarizes the findings from the groups but does not mention anyone by name. The report can be accessed through the Library of Parliament or Archives Canada.
- Describe how a discussion group functions:
  - Discussion groups are designed to stimulate an open and honest discussion. My role as a moderator is to guide the discussion and encourage everyone to participate. Another function of the moderator is to ensure that the discussion stays on topic and on time.
  - Your role is to answer questions and voice your opinions. We are looking for minority as well as majority opinion in a focus group, so don't hold back if you have a comment even if you feel your opinion may be different from others in the group. There may or may not be others who share your point of view. Everyone's opinion is important and should be respected.
  - I would also like to stress that there are no wrong answers. We are simply looking for your opinions and attitudes. This is not a test of your knowledge. We did not expect you to do anything in preparation for this group.

Please note that the moderator is not an employee of the Government of Canada and may not be able to answer some of your questions about what we will be discussing. If important questions do come up over the course of the group, we will try to get answers for you before you leave.



- (Moderator introduces herself/himself). Participants should introduce themselves, using their first names only.
  - What are your main hobbies or pastimes?

### CHALLENGES FACING CANADIANS (25 minutes)

#### HANDOUT:

- I've got a handout with various items. I'd like you to put a check mark beside each one that you think is a major concern in your community:

NOTE: IN ALPHABETICAL ORDER HERE FOR EASE OF REFERENCE; DOES NOT NEED TO BE PRESENTED THIS WAY TO PARTICIPANTS

A shrinking middle class  
Ability of local businesses and industries to succeed  
An aging population  
Availability of affordable childcare options  
Availability of healthcare services  
Availability of jobs  
Availability of public transit  
Availability of services  
Cost of housing  
Crime  
Homelessness  
Integrating immigrants into the community  
Lack of cell phone coverage  
Level of Employment Insurance benefits for those who can't find work  
Low high school graduation rates  
Poverty  
Preserving a clean environment  
Quality of roads and bridges  
Reliable broadband or high-speed Internet  
Traffic congestion  
Young people leaving for opportunities elsewhere

- Now I'd like you to circle the top 2 or 3 that you worry about the most

#### TIME PERMITTING - DISCUSS A FEW ISSUES THAT WERE CIRCLED:

- What *specifically* is the problem? *Why* is it a problem?
- Is this something that has been getting worse in recent years or has it always been a problem?
- Has the Government of Canada done anything to try and improve this?
- *What* could the Government of Canada do?
  
- Was there anything missing from that list? Something else





**GOVERNMENT ACTION (30 minutes)**

- What's the number one thing you think the Government of Canada has been getting right over the last year?
- What's the number one thing you think the Government of Canada has been getting wrong over the last year?

**HANDOUT:**

- These are some things the Government of Canada has done over the past year. Please circle up to five things on this list which you feel will have the most positive impact on you and your community.

**NOTE: IN ALPHABETICAL ORDER HERE FOR EASE OF REFERENCE; DOES NOT NEED TO BE PRESENTED THIS WAY TO PARTICIPANTS**

Approving Kinder Morgan and Line 3 Pipeline  
Cutting taxes on middle class and raising taxes on wealthy  
Expanding EI benefits to parts of the country who have experienced significant job losses  
Increasing Guaranteed Income Supplement to low income seniors  
Increasing immigration rates  
Introducing national price on carbon pollution  
Introducing the Canada Child Benefit  
Investing \$165 million in Youth Employment Strategy  
Launching national inquiry into Missing and Murdered Indigenous women  
Lowering age you can receive Old Age Security from 67 to 65  
Making admission to National Parks free in 2017  
Mandating phase out of coal power by 2030  
Rejecting Northern Gateway Pipeline  
Re-opening 9 veterans affairs offices  
Signing a deal with China to ensure Canadian canola farmers can continue selling their canola there  
Signing a deal with provinces to strengthen the Canada Pension Plan  
Signing a free trade deal with European Union

**INCLUDE THE FOLLOWING IN SASKATCHEWAN GROUPS ONLY:**

Funding 10 water and wastewater infrastructure projects in Regina and Saskatoon  
Funding 12 transit projects or purchase buses and upgrade transit systems in Regina and Saskatoon  
Signing a deal to provide \$237 million in federal, provincial and municipal funding for Saskatchewan infrastructure projects  
Signing a healthcare deal with Saskatchewan to increase funding for home care and mental health

**INCLUDE THE FOLLOWING IN CALGARY GROUPS ONLY:**

Funding 17 water and wastewater infrastructure projects across Alberta  
Funding new buses, LRT expansion, and transit system upgrades in Calgary and Edmonton  
Signing a deal to provide over \$1 billion in federal, provincial and municipal funding for Alberta infrastructure projects



- Was there anything on this list you had not heard about before, that you were surprised to find out about?
- Think about the one you circled which will have the most positive impact on you and your community. Explain to me what this positive impact will be.
- Was there anything on this list which you feel will have a negative impact on you and your community?
  - PROBE: Why specifically do you feel this will have a negative impact?

### ENERGY & ENVIRONMENT (45 minutes)

This was mentioned in the previous exercise, but for those not aware, the Government of Canada recently approved Kinder Morgan's Trans Mountain Expansion project and Enbridge's Line 3 Replacement project, while it rejected Enbridge's Northern Gateway Pipelines project and introduced a crude oil tanker moratorium on BC's northcoast.

#### **BACKGROUND INFORMATION FOR THE MODERATOR:**

*Kinder Morgan's Trans Mountain pipeline:* The existing pipeline moves a mix of oil products from Edmonton to a terminal in Burnaby, B.C., near Vancouver. The expansion project will “twin” the pipeline to increase capacity. The oil products will be exported to markets in the U. S. and Asia. Some of the product is also destined for Chevron's Vancouver-area refinery.

*Enbridge's Line 3:* The existing pipeline carries a variety of crude oils from Edmonton to a terminal in Superior, Wisconsin, from which crude can be transported to refinery markets in Chicago, the U.S. Gulf Coast and the eastern U.S. and Canada. The replacement project involves the replacement of 1,067 kilometres of existing pipeline from Hardisty, Alberta, to Gretna, Manitoba.

*Northern Gateway:* This project involved a proposed pipeline that would have carried oil from Bruderheim, Alberta to an export terminal in Kitimat, B.C. and a twin pipeline that would carry imported liquid condensate in the opposite direction to Alberta (liquid condensate is product needed in oil sands processing).

- What are the potential benefits and concerns you have about the Government of Canada approving the Kinder Morgan pipeline? (*write on flip chart*)
  - PROBE on whether these benefits and concerns will impact people in their province, or are more broad about Canada in general
- Who is familiar with the Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change, signed in December?
  - (if yes) Can you explain it to me in your own words?

**PROVIDE SUMMARY:**

This framework is intended to reduce Canada’s Greenhouse Gas Emissions, and take advantage of the economic opportunities of clean growth. Some of the actions it includes are:

- Pricing carbon pollution
- developing new building codes to ensure that buildings use less energy;
- deploying more electric charging stations to support electric cars;
- phasing out coal power;
- expanding clean electricity systems and using smart-grid technologies;
- Making greater use of renewable energy;
- Investing in public transit and clean transportation;
- reducing methane emission from the oil and gas sector;

We’re going to discuss some of these in more detail, but I want you to first give a thumbs up or a thumbs down to each of items on that list (provide worksheet with scale from 2 thumbs up to 2 thumbs down, with ? Option). And then circle the one or two items on the list that are most meaningful to you personally, in a positive way.

**PROVIDE THE FOLLOWING INFORMATION IN SASKATCHEWAN ONLY (IF NOT RAISED ORGANICALLY):**

- Before we discuss the list, do you know whether the Saskatchewan government signed this agreement?

(CONFIRM AS NECESSARY: Saskatchewan did not sign this agreement)

- Do you know whether any other provinces did not sign this agreement?

(CONFIRM AS NECESSARY: All other provinces signed the agreement)

- How do you feel about that?

**Carbon Pricing**

Let’s now talk for a bit about carbon pricing.

As part of this agreement, all Canadian jurisdictions should have carbon pricing in place by 2018.

Provinces and territories can put a direct price on carbon pollution or they can adopt a cap-and-trade system.

The price on carbon pollution should start at a minimum of \$10 per tonne in 2018 and rise by \$10 a year to reach \$50 per tonne in 2022. Jurisdictions with cap and trade should lower the emissions cap to meet Canada’s emissions target. The Government of Canada will provide a pricing system for jurisdictions that do not adopt one of the two systems by 2018.

Revenues from carbon pricing will remain with provinces and territories where they are collected. Provinces and territories will use the revenues from this system as they see fit.



- What, if anything, do you like about this approach?
- What, if anything, are the drawbacks?

### ASK IN SASKATCHEWAN ONLY

- How do you feel about the federal government providing a system in provinces that do not set one up?

### (ASK ALL)

- Do you understand how the two systems being considered – a carbon tax, and a cap and trade system - work?
  - Do you think one of the two systems is better? Why?
  - How do you think the revenues from carbon pricing should be used?
- I'm going to provide you with a handout with several arguments in favour of carbon pricing. I want you to think about how convincing you find these arguments in favour of carbon pricing (and a scale on handout from very convincing, to not very convincing). Then circle the one or two you find the most convincing.
  - All provinces must do their part, since pollution crosses provincial boundaries
  - Future generations deserve clean air and a healthy environment
  - By taking action today, we will create the jobs of tomorrow in the clean tech and renewable energy sectors
  - Not acting will mean more and more expensive and deadly natural disasters
  - We need to encourage companies to become more energy efficient and find innovative solutions to pollute less

Did any of these arguments change the way you feel about carbon pollution pricing? Why?

- (if none) which one did you find most convincing? Why?

### CONCLUSION (5 Minutes)

- Now thinking about the various actions the Government of Canada has taken - approving some pipelines and rejecting others, phasing out traditional coal-fired electricity and investing in renewables, and a national plan to price carbon pollution - in a few words how would you describe the Government of Canada's overall energy and environment plan in its entirety?
  - Overall, what type of impact will this plan have? (*do flip chart with possible positive impacts and possible negative impacts*)
  - Is there something missing from this plan?

We have covered a lot of topics today and really appreciate you taking the time and energy to come down here and give your opinion. Your input is very important and insightful! To conclude, I wanted to ask you whether you have any last thoughts that you want to give the Government of Canada?

